

RAPPORT FINANCIER
ANNUEL 2008



TOTAL GABON

Sommaire



- 1 Attestation du Rapport financier annuel
- 2 Message du président
- 4 Chiffres-clés

ACTIVITÉS

- 6 Domaine minier
- 10 Exploration
- 11 Développement
- 18 Production et Réserves
- 20 Commercialisation
- 22 Ressources humaines
- 24 Hygiène, sécurité et environnement
- 26 Développement durable et activités de diversification

- 28 Rapport de gestion du Conseil d'administration
- 32 Risques de l'émetteur
- 35 Gouvernement d'entreprise
- 44 Total Gabon et ses actionnaires

ÉLÉMENTS FINANCIERS

- 47 Introduction et présentation générale
- 48 Rapports des commissaires aux comptes

| États Financiers

- 50 Bilan au 31 décembre 2008
- 52 Compte de résultat
- 54 Tableau financier des ressources et des emplois (Tafire)
- 56 Variation des capitaux propres

| État Annexé

- 57 Règles et méthodes comptables
- 60 Informations complémentaires sur le bilan
- 63 Informations sur le compte de résultat
- 65 Informations complémentaires sur les engagements reçus et donnés
- 65 Informations complémentaires sur les parties liées
- 66 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Abréviations

- b : baril
- bep : baril équivalent pétrole
- /b : par baril
- /j : par jour
- /an : par an
- k : kilo (millier)
- kb/j : kilo (millier) baril par jour
- M : million
- Mb/j : million b/j
- Mbep : million bep
- T : tonne métrique
- km² : kilomètre carré
- m³ : mètre cube
- \$ et/ou dollar : dollar US
- € : euro

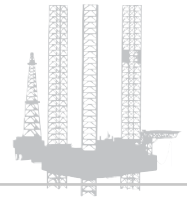
Définitions

Le terme « Société » utilisé dans le présent rapport se réfère exclusivement à Total Gabon.

Les termes « TOTAL », « Groupe » et « groupe Total » utilisés dans le présent rapport se réfèrent, de façon collective, à la société française TOTAL S.A. et à l'ensemble de ses filiales directes ou indirectes situées en France ou hors de France.

Table de conversion

- 1 b/j = environ 50 t/an
- 1 t = environ 7,5 b (pour une densité de 37° API)



J'atteste, à ma connaissance, que les comptes figurant aux pages 46 à 66 du présent Rapport financier annuel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le Rapport de gestion du Conseil d'administration figurant aux pages 28 à 31 du présent Rapport financier annuel présentent un tableau fidèle de l'évolution des activités, des résultats et de la situation financière de la Société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée.

Les éléments financiers présentés aux pages 46 à 66 du présent Rapport financier annuel ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, qui figure à la page 48 de ce rapport.

Jean-Philippe Magnan
directeur général



Le présent Rapport financier annuel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers de la République française le 21 avril 2009, conformément aux dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier en vigueur en France.



Message du président



Jacques Marraud des Grottes
Président du Conseil d'administration

L'année 2008 a été marquée par une exceptionnelle volatilité des prix du pétrole brut. Après avoir atteint un niveau record en milieu d'année d'environ 150 \$/b, le prix du Brent a très fortement chuté durant le deuxième semestre pour atteindre 35 \$/b en décembre, son niveau le plus bas depuis plusieurs années. En moyenne, le prix du Brent s'est établi à 97 \$/b sur l'année et à 55 \$/b au quatrième trimestre. Le dollar a également affiché une importante volatilité, se dépréciant en moyenne de 7% par rapport à l'euro sur l'année mais s'appréciant de 14% au cours du quatrième trimestre.

Dans cet environnement contrasté, le résultat net de l'année 2008 a atteint un plus haut historique à 381 M\$ contre 334 M\$ en 2007 soit une hausse de 14% malgré un résultat du quatrième trimestre fortement dégradé et une production sur l'année 2008 en retrait de 6% par rapport à l'année 2007.

Total Gabon a poursuivi en 2008 sa stratégie de relance avec un programme d'exploration sur des thèmes frontières et le re-développement du champ mature d'Anguille lancé en 2007.

L'année 2008 a été marquée par un important programme de travaux.

En exploration :

- ▶ une campagne d'acquisition sismique 2D de 2 125 km a été réalisée en février sur le permis offshore profond de Diaba,
- ▶ le forage du puits d'exploration profond débuté fin avril 2008 sur le permis terrestre d'Aloumbé à objectif gaz, s'est achevé début novembre. Le test réalisé en mars 2009 après stimulation a donné des débits de gaz non mesurables et il a été décidé d'abandonner le puits.

En développement :

- ▶ Le re-développement du champ d'Anguille s'est poursuivi avec le forage de sept nouveaux puits. Les opérations de stimulation par fracturation hydraulique des puits déjà forés se sont déroulées durant toute l'année 2008 et se termineront en 2009. Les travaux d'augmentation de capacité des installations existantes ont démarré et se poursuivront jusqu'en 2012. Les études d'avant-projet de la deuxième phase du projet ont été lancées.

Domaine minier

La superficie du domaine minier (recherche et exploitation) de Total Gabon au 31 décembre 2008 est de 13 918 km², sans changement par rapport à 2007. Total Gabon a annoncé le 26 février 2008 la cession d'une participation de 21,25% sur le permis Diaba à une filiale de la société américaine Cobalt International Energy, Cie Gabon Diaba Ltd. Cette cession a pris effet au 1^{er} janvier 2008. Total Gabon, opérateur, conserve 63,75% sur ce permis aux côtés de Cie Gabon Diaba Ltd (21,25%) et de la République Gabonaise (15%).



Production

La production de pétrole brut opérée par Total Gabon a atteint, en 2008, 76,5 milliers de barils par jour (kb/j) contre 81,5 kb/j en 2007, soit une baisse de 6%. La part de production de pétrole brut liée aux participations de Total Gabon⁽¹⁾ s'est élevée à 60,3 kb/j contre 64,2 kb/j en 2007.

Ressources humaines

La campagne de recrutements lancée en 2002 s'est poursuivie avec l'embauche de 24 nouveaux collaborateurs en 2008 portant à 114 le nombre de recrutements sur la période 2002-2008.

En 2009, les recrutements se poursuivront mais avec une plus grande sélectivité, certains pourraient être décalés dans le temps et une attention toute particulière sera portée à la mobilité interne et à la formation.

Hygiène, sécurité et environnement

Malgré une action soutenue et prioritaire pour améliorer la sécurité au poste de travail et pour renforcer la culture sécurité à tous les niveaux, les résultats 2008 n'ont pas répondu entièrement aux attentes. En 2009, les efforts de fond déjà entrepris seront poursuivis en ciblant les domaines les plus exposés.

En ce qui concerne l'environnement, Total Gabon, grâce à la mobilisation de toutes ses équipes, a obtenu début décembre 2008 un avis favorable pour la certification ISO 14001 de l'ensemble de ses activités d'exploration et de production. La certification officielle est intervenue début mars 2009. Ce résultat traduit la volonté de Total Gabon de maîtriser et de réduire dans la durée, l'impact de ses activités sur l'environnement.

Éléments financiers

Le chiffre d'affaires s'est élevé en 2008 à 1 772 M\$ en hausse de 22% par rapport à 2007. Cette progression s'explique par l'effet positif de

l'appréciation du prix de vente moyen des bruts commercialisés par Total Gabon (89,4 \$/b en 2008 contre 66,7 \$/b en 2007, soit +34%) qui a plus que compensé l'impact négatif de la baisse des volumes vendus (-7,3%, baisse des productions et effet de stock).

La valeur ajoutée a augmenté de 206 M\$ par rapport à l'année 2007. L'excédent brut d'exploitation s'est élevé à 1 104 M\$ en 2008 contre 913 M\$ en 2007, soit une hausse de plus de 21%.

Le résultat d'exploitation s'est établi à 754 M\$ en 2008 contre 687 M\$ en 2007.

Les investissements pétroliers se sont élevés à 505 M\$ contre 322 M\$ en 2007, soit une hausse de 57%, avec un effort soutenu en exploration de 65 M\$.

Total Gabon a signé le 9 avril 2008 un accord de financement d'un montant total de 600 M\$ avec un syndicat de banques internationales de premier plan. Cet accord a permis de financer dès 2008 le plan d'investissements pluriannuel de la Société et notamment le projet de re-développement du champ d'Anguille. Le montant des tirages pour l'année 2008 s'est élevé à 107 M\$.

Alors que les prix du brut se trouvent en ce début d'année 2009 à un niveau bas pour une durée incertaine, Total Gabon souligne l'effort d'investissement important consacré au re-développement du champ d'Anguille qui se poursuivra sur les quatre à cinq prochaines années. Des études sont en cours pour adapter le projet au nouvel environnement en optimisant les investissements dans le temps pour bénéficier au mieux de la baisse attendue des coûts des services pétroliers. De plus, Total Gabon a mis en œuvre, dès fin 2008, un plan d'actions pour réduire ses coûts de production et abaisser son point mort.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration de Total Gabon a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires, convoquée le 5 juin 2009, la distribution d'un dividende de 22,5 dollars US par action, soit 101,25 M\$ pour l'ensemble des actionnaires.

Jacques Marraud des Grottes

Président du Conseil d'administration

(1) Chiffre comprenant les barils de fiscalité huile revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production.



Chiffres-clés

RÉSULTATS

<i>en millions de dollars US</i>	2008	2007	2006
Résultat net	381	334	326
Service du dividende (dû) ⁽¹⁾	101	140	203
Dividende net par action ⁽¹⁾	22,50	31	45
Capacité d'autofinancement globale	735	560	463

(1) pour 2008, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale du 5 juin 2009

VENTES D'HYDROCARBURES

<i>en millions de dollars US</i>	2008	2007	2006
Pétrole brut	1 759	1 410	1 328
Gaz	6	9	8
Total	1 765	1 420	1 336

FORAGES OPÉRÉS PAR TOTAL GABON

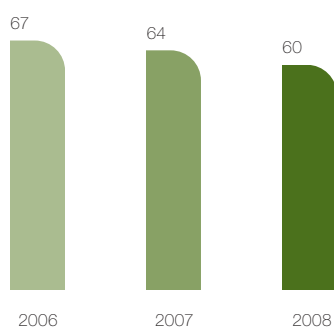
	2008	2007	2006
Années appareil ⁽¹⁾	2,57	1,98	1,83
Mètres forés	43 404	35 925	38 483
Nombre de puits forés (finis au 31-12)	13	14	12

(1) chiffre établi pour : activités forage + complétion + reprise de puits + abandon



PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT LIÉE AUX PARTICIPATIONS DE TOTAL GABON ⁽¹⁾

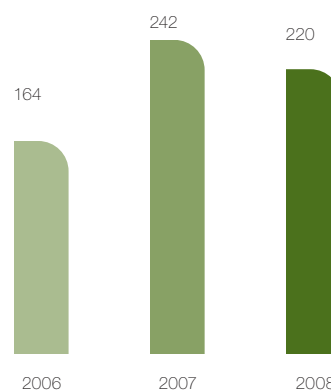
en milliers de barils par jour



(1) chiffre comprenant les barils de fiscalité huile revenant à l'Etat dans le cadre des contrats de partage de production

RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTROLE BRUT ⁽¹⁾

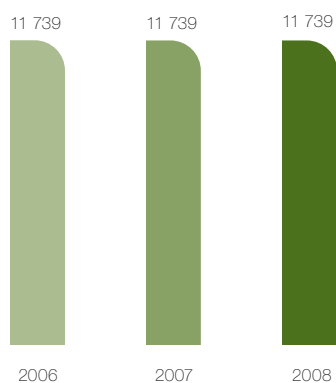
en millions de barils



(1) chiffre comprenant les barils de fiscalité huile revenant à l'Etat dans le cadre des contrats de partage de production

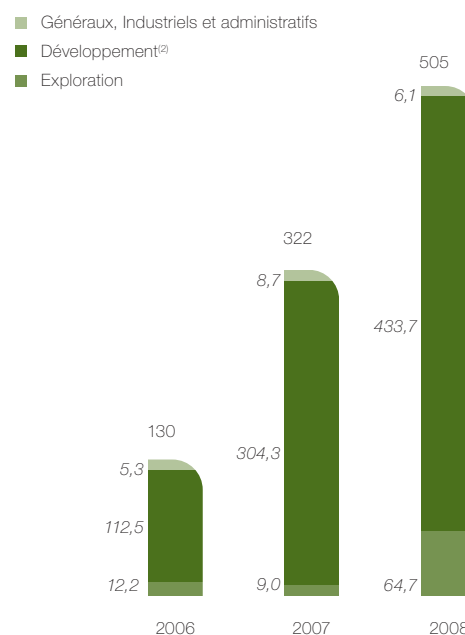
SUPERFICIE DES TITRES MINIERS DE RECHERCHE

en km²



INVESTISSEMENTS PÉTROLIERS ⁽¹⁾

en millions de dollars US



(1) hors bonus de signature et bonus de production

(2) inclut également des dépenses d'études géosciences



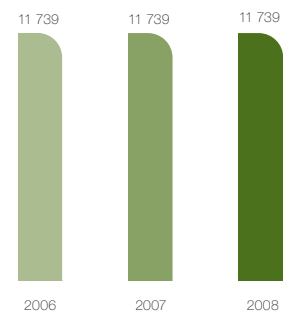
Domaine minier

Appareil de forage *Adiatic IX* sur Anguille



SUPERFICIE DES TITRES MINIERES DE RECHERCHE au 31 décembre de l'année

en km²

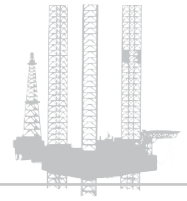


Titres miniers de recherche

Le domaine minier d'exploration de Total Gabon d'une superficie totale de 11 739 km² au 31 décembre 2008 est constitué de trois permis : le permis terrestre Aloumbé G4-210 (2 110 km²) ; le permis en domaine terrestre et marin conventionnel Mbinda G4-205 (553 km²) et le permis marin Diaba G4-223 (9 076 km²).

Sur le permis Mbinda (553 km²), l'évaluation du potentiel résiduel n'a pas montré des enjeux justifiant la poursuite de l'exploration sur ce permis. Le titre minier a été rendu à son échéance le 10 janvier 2009.

Sur le permis Diaba, Total Gabon a annoncé le 26 février 2008 la cession d'une participation de 21,25% à Cie Gabon Diaba Ltd, filiale de la société américaine *Cobalt International Energy*. Cette cession qui a été approuvée par les autorités gabonaises a pris effet au 1^{er} janvier 2008. Total Gabon opérateur conserve 63,75% aux côtés de Cie Gabon Diaba Ltd (21,25%) et de la République Gabonaise (15%).



Atora



Titres miniers d'exploitation

Aucune modification n'a été enregistrée sur le domaine minier d'exploitation en 2008.

Les permis d'exploitation d'Avocette-Dianongo G5-53, Mandji Sud-Tchengué Sud G5-54 et Mandji Sud-Tchengué Nord-Est G5-55 arrivant à échéance le 6 janvier 2008 ont été renouvelés pour une troisième période d'une durée de 5 ans, soit jusqu'au 6 janvier 2013. L'autorisation exclusive d'exploitation sur le permis Hylia G5-46 est arrivée à l'échéance de sa deuxième période le 15 septembre 2008 et une demande de renouvellement a été déposée pour une troisième période d'une durée de 5 ans le 8 août 2008. Les autorités de tutelle ont répondu en janvier 2009 en demandant une révision des paramètres contractuels concernant la récupération des coûts pétroliers et le partage de la production. Des négociations sont en cours.

L'avenant 31 de la Convention d'établissement, signé le 5 juillet 2007, impose une redéfinition des périmètres des permis d'exploitation sous convention en zones d'exploration et en zones d'exploitation. Une proposition de découpage a été soumise à l'approbation de la République Gabonaise en décembre 2008.

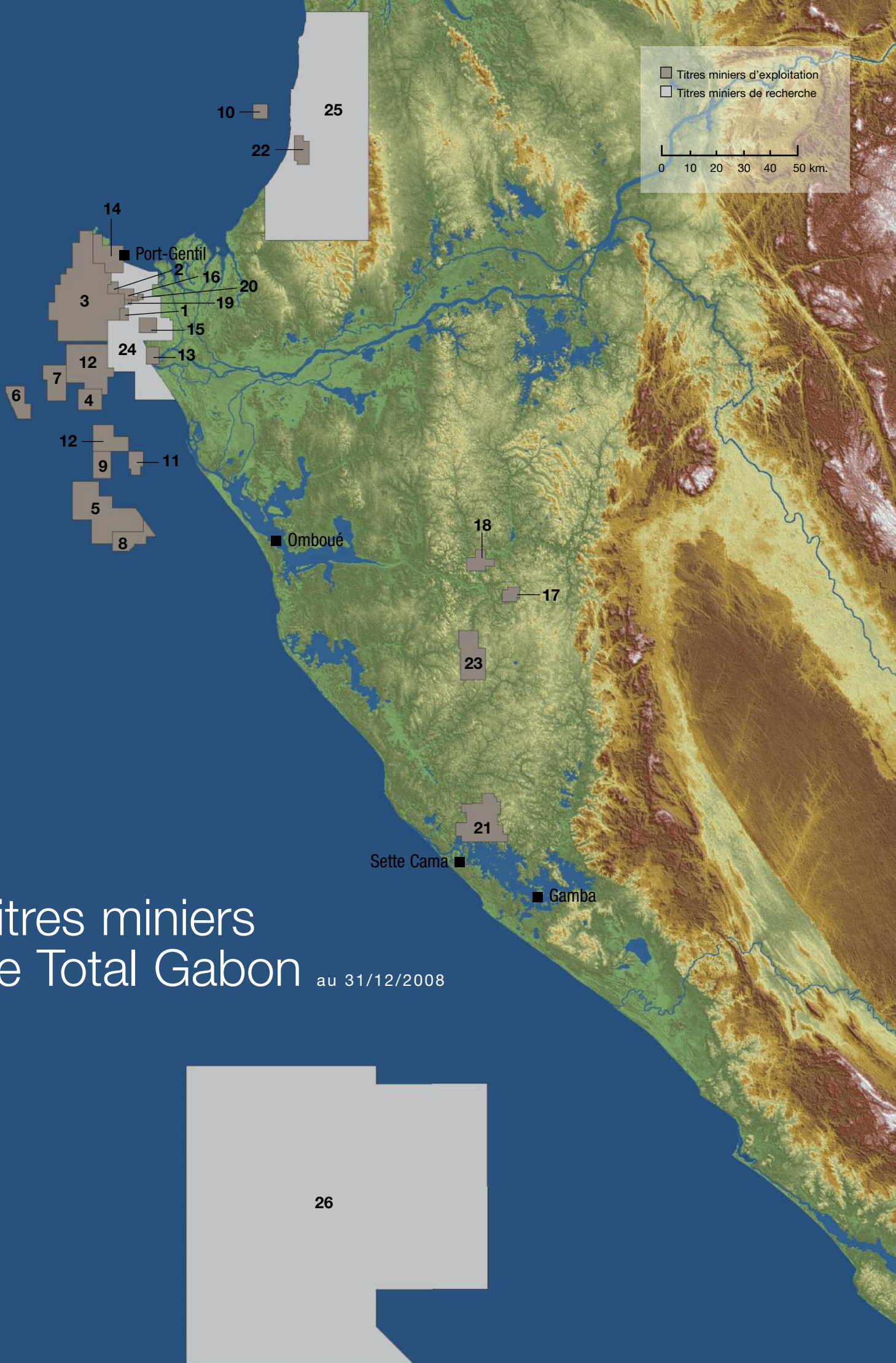
Titres miniers d'exploitation	(superficie en km ²)
Concessions minières	1 319
Permis d'exploitation	136
Autorisations exclusives d'exploitation	726
TOTAL au 31 décembre 2008	2 180

Tableau récapitulatif du domaine minier

au 31/12/2008

	Superficie en km ²	Date attribution	Durée/ans () période en cours	Expiration période en cours	Participations
TITRES MINIERS D'EXPLOITATION					
Concessions minières en mer					
1 N'Tchengué Océan G6-14	12,00	08/02/1968	75	07/02/2043	Total Gabon 100%
2 Port-Gentil Océan G6-15	13,00	03/10/1968	75	02/10/2043	Total Gabon 100%
3 Grand Anguille Marine G6-16	560,50	08/02/1968	75	07/02/2043	Total Gabon 100%
4 Torpille G6-17	56,00	18/04/1969	75	17/04/2044	Total Gabon 100%
5 Grondin-Mandaros Marine G6-21	287,95	28/08/1972	75	27/08/2047	Total Gabon 65,275% (op.) - TPPG ⁽¹⁾ 34,725%
6 Girelle Marine G6-22	62,00	02/07/1974	75	01/07/2049	Total Gabon 65,275% (op.) - TPPG 34,725%
7 Pageau Marine G6-23	85,50	02/07/1974	75	01/07/2049	Total Gabon 65,275% (op.) - TPPG 34,725%
8 Barbier Marine G6-24	74,00	02/07/1974	75	01/07/2049	Total Gabon 65,275% (op.) - TPPG 34,725%
Permis d'exploitation en mer (PEX)					
9 Ayol Marine G5-36	54,00	01/08/1981	20+(10)+5+5	30/07/2011	Total Gabon 100%
Autorisations exclusives d'exploitation en mer (AEE)					
10 Konzi Marine 1	25,00	25/10/1982	20+5+(5)	24/10/2012	Total Gabon 58% (op.) - TPPG 42%
11 Hylia G5-46	35,24	13/11/1990 ⁽²⁾	10+5+(5)	15/09/2013 ⁽³⁾	Total Gabon 55,687% (op.) - TPPG 19,313% - République Gabonaise 25%
12 Baudroie-Mérou Marine G5-90	296,00	01/01/2003	(10)+5+5	31/12/2012	Total Gabon 50% (op.) - MPDC Gabon 50%
Concessions minières à terre					
13 Ozouri C-14	25,08	13/10/1958	75	12/10/2033	Total Gabon 100%
14 Pointe Clairette-Cap Lopez G6-5	95,04	31/08/1960	75	30/08/2035	Total Gabon 100%
15 M'Bega G6-6	30,60	03/09/1960	75	02/09/2035	Total Gabon 100%
16 N'Tchengué G6-9	16,90	24/01/1963	75	23/01/2038	Total Gabon 100%
Permis d'exploitation à terre (PEX)					
17 Coucal G5-46	26,50	11/12/1990	10+5+(5)	10/12/2010	Total Gabon 43,695% (op.) - Shell Gabon 42,5% - TPPG 13,805%
18 Avocette-Dianongo G5-53	46,10	07/01/1993	10+5+(5)	06/01/2013	Total Gabon 43,6055% (op.) - Shell Gabon 42,5% - TPPG 13,8945%
19 Mandji Sud-Tchengué Sud G5-54	3,98	07/01/1993	10+5+(5)	06/01/2013	Total Gabon 100%
20 Mandji Sud-Tchengué NE G5-55	5,09	07/01/1993	10+5+(5)	06/01/2013	Total Gabon 100%
Autorisations exclusives d'exploitation à terre (AEE)					
21 Aтора G5-82	195,49	01/03/1998 ⁽²⁾	(10)+5+5	14/02/2011	Total Gabon 40% (op.) - Amerada Hess Gabon 40% - Shell Gabon 20%
22 Mboga G5-86	44,84	19/12/1999	(10)+5+5	18/12/2009	Total Gabon 100%
23 Rabi Kounga G5-40	129,06	01/01/2003	(10)+5+5	31/12/2012	Shell Gabon 42,5% (op.) - Total Gabon 32,924% - TPPG 14,576% - Amerada Hess Gabon 10%
TITRES MINIERS DE RECHERCHE					
Autorisations exclusives d'exploration (AEE)					
24 Mbinda G4-205	553,30	11/10/2002	18m+21m+(3)	10/01/2009 ⁽⁴⁾	Total Gabon 90% (op.) - République Gabonaise 10%
25 Aloumbé G4-210	2 109,69	10/11/2004	2+(3)+4	09/11/2009	Total Gabon 100%
26 Diaba G4-223	9 075,62	31/01/2007	(3,5)+3,5+3	30/07/201	Total Gabon 63,75% (op.) - Cie Gabon Diaba Ltd 21,25% - République Gabonaise 15%

(1) TPPG : Total Participations Pétrolières Gabon, société de droit gabonais du groupe Total, filiale à 100% d'Elf Aquitaine qui a reçu sous forme d'apport les actifs pétroliers détenus par Elf Aquitaine au Gabon. (2) Date d'attribution de l'AEE, la première période débutant à compter de la date de mise en production. (3) Demande de renouvellement de la dernière période de 5 ans le 08/08/2008. (4) Fin de l'Autorisation Exclusive d'Exploration.



Titres miniers de Total Gabon

au 31/12/2008



Exploration

Campagne d'acquisition sismique sur Diaba

La carothèque



Travaux d'exploration

Sur Aloumbé, les opérations de forage du puits d'exploration Aloumbé Profond (ALP 1) se sont déroulées du 29 avril au 13 novembre 2008. Le puits a rencontré comme attendu des réservoirs gaz de type *tight sands*. L'objectif principal de ce puits était d'évaluer la productivité de ces réservoirs à faible perméabilité et à pression élevée. Les opérations de stimulation et de test réalisées en mars 2009 ont donné des débits de gaz non mesurables et il a été décidé d'abandonner le puits.

Sur Diaba, les travaux ont été consacrés à l'acquisition d'une nouvelle sismique 2D de 2 125 km. Le traitement se poursuivra jusqu'au deuxième trimestre 2009. L'interprétation des premières lignes traitées a commencé en novembre 2008, en parallèle de l'interprétation des lignes sismiques existantes sur le permis.

Sur Mérou Marine, le puits d'exploration Mérou Marine 3 (MRM 3) a été foré du 2 avril au 3 mai 2008. Le puits a rencontré des réservoirs aquifères avec quelques indices d'huile. Le puits a été bouché et abandonné.

Sur Atora, le forage du puits d'exploration ATOSW 1 a été reporté en 2009 dans l'attente de l'accord des partenaires.

L'étude, l'interprétation et la définition de nouveaux prospects dans le périmètre de nos permis en exploitation se sont poursuivies en 2008.



Développement

Actifs opérés

Les activités de développement ont avant tout été marquées en 2008 par la poursuite de la première phase du projet de re-développement du champ d'Anguille avec la suite de la campagne de forage et les premières opérations de stimulation hydraulique des puits déjà forés. Les études d'avant-projet de la seconde phase ont été lancées en parallèle et devraient s'achever en 2009. Ce projet de re-développement s'inscrit dans une démarche plus globale menée par Total Gabon depuis plusieurs années sur les champs matures. Il concrétise le premier projet de taille importante issu de cette réflexion.

Total Gabon a par ailleurs poursuivi ses efforts de forage sur les autres champs, en mer comme à terre, pour compenser le déclin naturel de la production, ainsi que sa politique d'investissements visant à maintenir ou améliorer l'intégrité et la fiabilité des installations.

Projets à caractère environnemental

Maîtrise des émissions de gaz à effet de serre

Total Gabon a poursuivi sa démarche volontariste de réduction des émissions de gaz à effet de serre avec :

- la pose d'un flexible entre les plates-formes de Barbier et Mandaros. Ce flexible permet d'utiliser le gaz qui était brûlé précédemment sur Mandaros pour alimenter la compression de Barbier ;
- la pose d'un flexible permettant d'acheminer du gaz haute pression depuis Baliste vers Hylia. Ce gaz est utilisé par le compresseur d'Hylia pour le redémarrage des puits en lieu et place du gaz d'un puits sur Vanneau ;
- la réalisation d'une étude globale d'arrêt du brûlage des gaz associés sur les différents sites de production. Les premiers résultats en ont été présentés aux autorités de tutelle en avril 2008.

Management environnemental

En terme de management environnemental, Total Gabon a poursuivi sa démarche de certification ISO 14 001. Après la certification du terminal du Cap Lopez en 2006 et du site d'Aora en mars 2007, un audit a eu lieu en décembre 2008 qui a rendu un avis favorable pour la certification de l'ensemble des activités d'exploration et de production de Total Gabon. La certification est intervenue début mars 2009.

Études et travaux de développement des champs en mer

Anguille

Le projet de re-développement d'Anguille s'est poursuivi avec :

- le forage et la stimulation de puits (phase 1). En 2008, 7 nouveaux puits *infill* ont été forés (5 producteurs et 2 injecteurs) qui s'ajoutent aux 6 puits forés en 2007 (5 producteurs et 1 injecteur, hors puits test AGM 53).



Opérations de stimulations sur Anguille



Les opérations de forage ont été réalisées avec deux appareils : les plates-formes autoélevatrices *Adriatic IX* et *High-Island V*. Un bateau de stimulation a procédé à des fracturations hydrauliques destinées à améliorer les performances des nouveaux puits producteurs. La campagne de stimulation se terminera en 2009.

Les opérations de forage ont nécessité une campagne de travaux de surface sur les plates-formes AGM 7, AGM 4 et AGM 15 (création de *slots*, renforcement de structure, protection des installations, raccordement des puits). Dans le cadre de la phase 2, un nouveau puits producteur devrait être foré dans le courant du 1^{er} semestre 2009, d'autres puits seront forés de 2010 à 2013.

- L'augmentation de la capacité des installations existantes (phase 1).

Les études relatives à cette augmentation de capacité sont en cours. Les travaux correspondants ont débuté en 2008 et continueront sur la période 2009-2012. Un pipe 12" a été posé entre les plates-formes AGM 15 et AGM PFC début 2009 pour transporter la production des nouveaux puits.

- Les études de la nouvelle architecture de production (phase 2).

Les études d'avant-projet se poursuivent et intègrent les résultats préliminaires des 13 premiers puits. Des travaux complémentaires ont débuté sur le modèle dynamique du champ et devraient se terminer mi-2009. Ils visent à mieux comprendre le réservoir et à affiner le profil de production, ce qui permettra ensuite de lever les options sur le schéma de développement et de dimensionner les nouvelles installations.

En l'état actuel des réflexions, les études prévoient de nouvelles plates-formes au Nord du champ et le regroupement à terre d'une partie des installations de traitement ainsi que de la génération électrique. L'ingénierie de base des nouvelles plates-formes est en cours.

Le 12 août 2008 a été présentée aux autorités de tutelle, la demande d'autorisation d'occupation exclusive de terrains pour l'implantation du centre de traitement. Cette demande comprenait également le corridor de passage des *pipelines* reliant le centre de traitement au terminal pétrolier du Cap Lopez, une zone complémentaire réservée pour de futurs développements et une zone pour l'implantation des camps de construction et de la base industrielle durant la phase des travaux. Les études socioéconomiques et l'étude d'impact ont débuté. L'autorisation d'occupation des terrains demandés a été accordée par les autorités gabonaises début 2009.

Des études sont en cours pour déterminer la faisabilité de la réinjection des eaux de production dans le réservoir. Deux pilotes (ultrafiltration sur membrane et injection haute pression sur carottes) vont être installés en 2009 sur le site du Cap Lopez.

L'objectif principal du re-développement d'Anguille est de produire les horizons Anguille Inférieur et Anguille Supérieur. En complément, les études géosciences réalisées sur la formation Anguille Terminal permettent de prévoir un puits dédié en 2009.

| Anguille Sud-Est

Suite aux interprétations géophysiques, les études géologiques ont débuté en vue d'établir l'intérêt d'un puits délimitant le panneau sud.

Appareil *High-Island V* sur Anguille
Plate-forme de Grondin



| Anguille Nord-Est

Les études géosciences ont permis de proposer une reprise du puits ANE 11 et un *side-track* du puits ANE 504. Les opérations sur le puits ANE 11 ont été réalisées et le puits sera mis en production début 2009.

Sur le puits ANE 504, les mesures de saturation réalisées ont confirmé la présence d'huile, mais les opérations de *side-track* ont été suspendues à la suite de difficultés techniques.

| Baudroie Méro Marine

Le forage du puits MSSM 3, terminé le 11 octobre 2008, a prouvé la présence de réservoirs à huile en ligne avec les puits voisins, mais avec une hauteur nette plus faible que prévue et une forte variabilité latérale des réservoirs. Le puits a été mis en production le 7 novembre 2008 avec un débit d'huile anhydre d'environ 250 b/j.

Les études géosciences sur Baliste ont conclu que le forage d'un puits additionnel n'était pas économique.

Par ailleurs, les études de développement préliminaires portant sur un arrêt du brûlage des gaz associés sur le secteur Baudroie, lancées au premier trimestre 2008, ont permis de définir des solutions techniques de récupération du gaz brûlé. Les études se poursuivent pour trouver un schéma de valorisation du gaz.

| Hylia

Les travaux de pose et d'intégration du flexible permettant d'acheminer du gaz haute pression depuis Baliste vers Hylia ont été achevés en janvier 2008, à l'occasion d'arrêts programmés sur le secteur de Torpille. Le modèle dynamique d'Hylia a été mis à jour avec les résultats du puits HYM 9 foré en 2007.

| Torpille

Le modèle réservoir du champ de Torpille est en cours de calage dynamique.

Le modèle a été utilisé pour valider le forage des deux puits de développement TRM 27 et TRM 28.

Le résultat de ces deux puits sera ensuite intégré au modèle. Ces études permettront d'évaluer l'intérêt d'un re-développement du champ.

Le puits TRM 27 a trouvé la structure à la profondeur attendue, avec des caractéristiques réservoirs

conformes aux prévisions pour l'objectif principal (Anguille Terminal), et des réservoirs dégradés ou à eau pour les réservoirs plus profonds. Il a été mis en production le 15 juin 2008.

Le puits TRM 28 a permis de tracer les contours de la structure à l'ouest du champ. La branche de développement située 600 m en amont et achevée le 21 août, est conforme aux objectifs.

Suite à une étude de danger réalisée en 2008, la mise en conformité des équipements de lutte incendie sera étudiée en 2009.

| Grondin/Gonelle/Barbier/Mandaros

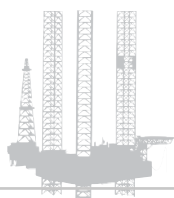
Les travaux géosciences visant à construire un nouveau modèle dynamique du champ de Gonelle se sont poursuivis. Ce nouveau modèle réservoir a pour objectif d'évaluer l'intérêt d'un projet d'injection d'eau et de dégager des cibles pour de futurs puits.

Des études de développement préliminaires portant sur un arrêt du brûlage des gaz associés sur le secteur Sud (Gonelle, Grondin, Barbier, Mandaros) ont été réalisées. Elles ont dégagé des scénarios permettant l'arrêt du brûlage du gaz associé. Les études se poursuivent pour trouver un schéma de valorisation du gaz.

Les travaux de raccordement du flexible d'appoint en gaz basse pression entre les plates-formes de Barbier et Mandaros, posé en juin 2007, se sont achevés au quatrième trimestre 2008. Cette liaison permet de récupérer une partie du gaz basse pression actuellement brûlé sur Mandaros pour améliorer le fonctionnement du compresseur *gaz lift* de Barbier.

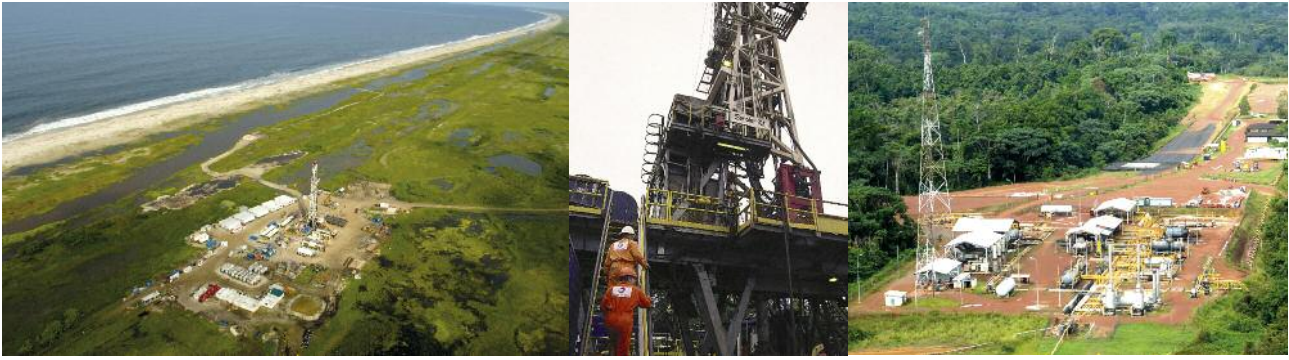
| Ayol

Des études géologiques ont été menées afin d'évaluer l'intérêt d'un point de soutirage supplémentaire. Les acquisitions dynamiques réalisées au cours du second trimestre 2008 sur le puits AYOL 8 (estimation du contact huile-eau) ont été interprétées et les enjeux ainsi évalués ne permettent pas actuellement d'envisager un nouveau puits sur ce champ.



SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DE FORAGE OPÉRÉES EN 2008

Puits	Permis	Appareil	Zone	Mètres forés	Remarques
CL 13	Pointe Clairette-Cap Lopez	Simpler 3	Terre	-	reprise / abandon
PO 7	Port-Gentil Océan	Simpler 3	Terre	-	reprise / gros entretien / suspendu
ALP 1	Aloumbé	Nabors 864	Terre	3 880	neuf / exploration
MBB 8	Mboga	Nabors 864	Terre	-	reprise / gros entretien
PO 7.G1	Port-Gentil Océan	Nabors 864	Terre	384	reprise / développement / injecteur
AGM 60.T1	Grand Anguille Marine	Adriatic IX	Mer	3 527	neuf / développement / producteur
AGM 62	Grand Anguille Marine	Adriatic IX	Mer	3 435	neuf / développement / producteur
AGM 63	Grand Anguille Marine	Adriatic IX	Mer	3 281	neuf / développement / producteur
ANE 11	Grand Anguille Marine	Adriatic IX	Mer	-	reprise / gros entretien
ANE 504	Grand Anguille Marine	Adriatic IX	Mer	-	reprise / développement / suspendu
MSSM 3.T1.G2	Baudroie-Mérou Marine	Adriatic IX	Mer	4 025	neuf / développement / producteur
TRM 18	Torpille	Adriatic IX	Mer	-	reprise / gros entretien
TRM 27	Torpille	Adriatic IX	Mer	3 367	neuf / développement / producteur
TRM 28.G1	Torpille	Adriatic IX	Mer	6 268	neuf / développement / producteur
AGM 56	Grand Anguille Marine	High Island V	Mer	-	reprise / stimulation
AGM 57	Grand Anguille Marine	High Island V	Mer	2 593	neuf / développement / producteur
AGM 59	Grand Anguille Marine	High Island V	Mer	-	reprise / gros entretien
AGM 61	Grand Anguille Marine	High Island V	Mer	2 941	neuf / développement / producteur
MRM 3	Baudroie-Mérou Marine	High Island V	Mer	2 395	neuf / exploration / délinéation
AGM 508	Grand Anguille Marine	High Island V / Adriatic IX	Mer	3 553	neuf / développement / injecteur
AGM 509.T1	Grand Anguille Marine	High Island V / Adriatic IX	Mer	3 755	neuf / développement / injecteur
AGM 54	Grand Anguille Marine	Otto 1	Mer	-	reprise / stimulation
AGM 55	Grand Anguille Marine	Otto 1	Mer	-	reprise / stimulation
AGM 57	Grand Anguille Marine	Otto 1	Mer	-	reprise / stimulation
AGM 58	Grand Anguille Marine	Otto 1	Mer	-	reprise / stimulation
AGM 59	Grand Anguille Marine	Otto 1	Mer	-	reprise / stimulation
AGM 61	Grand Anguille Marine	Otto 1	Mer	-	reprise / stimulation
TOTAL	nombre d'interventions sur puits et nombre de mètres forés		27	43 404	



Forage sur Port-Gentil Océan

Coucal

Campagne forage mer

L'activité forage en mer a été marquée par :

- ▶ la poursuite du forage des puits du re-développement du champ d'Anguille ;
- ▶ la réalisation des stimulations hydrauliques sur 60% de ces puits.

L'appareil de forage *High-Island V* sous contrat avec Total Gabon jusqu'à octobre 2008 est intervenu pour le forage des puits du re-développement du champ d'Anguille AGM 57, AGM 508, AGM 509.T1 et AGM 61, du puits d'exploration MRM 3 et pour la reprise des puits AGM 56 et AGM 59.

Le second appareil de forage *Adriatic IX*, sous contrat avec Total Gabon jusqu'à l'été 2009, a permis la réalisation du forage des puits du re-développement du champ d'Anguille AGM 63, AGM 60.T1 et AGM 62. L'appareil a aussi foré les puits de TRM 27 et TRM 28.G1 sur le champ de Torpille, et le puits MSSM 3.T1.G2 sur le champ de Mérou Sardine.

Il est aussi intervenu sur les puits TRM 18, ANE 11, ANE 504, AGM 508 et AGM 509.T1.

Le bateau de stimulation, *DeepStim*, sous contrat avec Total Gabon jusqu'à début décembre 2008, a permis de réaliser les stimulations hydrauliques d'une partie des puits du re-développement du champ d'Anguille (AGM 54, AGM 55, AGM 56, AGM 57, AGM 58, AGM 59 et AGM 61).

Études et travaux de développement sur les champs à terre

Lopez Nord

Les études du projet de re-développement de Lopez Nord dont la production d'huile a été arrêtée dans les années 80, se sont poursuivies en 2008.

Ce projet prévoit le forage d'un nouveau puits, LO 29, équipé d'une pompe de fond. En cas de succès, il est envisagé de forer un second puits et de réaliser un projet d'injection d'eau.

Port-Gentil Océan

Les études de développement, lancées dans le cadre du projet de reprise de l'injection d'eau, se sont achevées en 2008. Ce projet a pour but de maintenir la pression du champ et en particulier celle des deux nouveaux puits PO 14 et PO 15 forés en 2007.

Ce projet comprend :

- ▶ la conversion du puits fermé PO 7 en injecteur d'eau et son raccordement au réseau d'injection d'eau. Les opérations de conversion démarrées en février 2008, ont été suspendues, l'appareil de forage *Simpler 3* utilisé ne pouvant faire face aux difficultés techniques rencontrées. Les travaux ont été réalisés avec un autre appareil de forage, le *Nabors 864*, et se sont terminés en décembre 2008 ;
- ▶ les travaux de remise en route des installations d'injection situées au centre de production à terre PG2, qui devraient être réalisés au cours du 1^{er} semestre 2009.



| Atora

Le modèle structural et géologique a été mis à jour avec les résultats du puits ATO 9. Des itérations entre le modèle dynamique et le modèle 2G ont été réalisées afin d'évaluer l'intérêt d'un nouveau puits ATO 10. Les études se poursuivent pour en définir les éléments principaux.

Une étude d'avant-projet a été lancée pour préparer l'installation d'une pompe de réinjection d'eau complémentaire, destinée à améliorer le taux de fonctionnement de la chaîne de traitement d'eau. Le nouveau compresseur *gas lift*, dont l'installation avait été décidée en 2007, devrait être commandé en 2009.

| Coucal

Les nouvelles pompes d'injection d'eau ont été installées. Des travaux de fiabilisation se poursuivent sur la station de pompage existante.

Il est prévu de mener des études complémentaires sur la fiabilisation du traitement d'eau et des pompes d'export huile.

| Avocette

Au vu du bon comportement du champ, des études géosciences et un nouveau traitement sismique sont en cours. Le forage d'un puits additionnel pourrait être proposé en 2009.

| Mboumba

En mars 2008, une intervention sur le puits MBB 8 a permis de remplacer la complétion existante par une complétion sélective.

L'installation d'un compresseur *gas lift* va être étudiée en 2009 en vue de récupérer et recycler le gaz qui est actuellement brûlé.

| Campagne forage terre

L'appareil de forage *Simpler 3* a été sous contrat du 29 janvier 2008 au 26 mars 2008. Il a permis la réalisation de l'abandon du puits CL 13. Suite aux difficultés techniques rencontrées, il n'a pu mener à bien les opérations de conversion du puits PO 7 qui a dû être abandonné temporairement.

L'appareil de forage *Nabors 864* a repris les opérations le 27 février 2008. Il est intervenu sur le puits MBB 8 pour des opérations de gros entretien. Il a ensuite réalisé le forage du puits d'exploration profond ALP 1 qui s'est terminé le 13 novembre 2008. Puis, il a été utilisé pour terminer les opérations de conversion du puits PO 7 en puits injecteur.

Terminal du Cap Lopez

Les travaux de réhabilitation du bassin de décantation Nord se sont terminés en novembre 2008. Le bassin a été remis en exploitation en décembre 2008.

Le bac de réception de brut Mandji qui avait subi une avarie importante en octobre 2007, a fait l'objet de plusieurs expertises dont celle des assureurs. Le choix entre une possible réparation ou la reconstruction d'un bac neuf devrait intervenir en 2009. Les travaux de rénovation du système numérique de contrôle commande (SNCC), se sont terminés en décembre 2008. Le système est actuellement en exploitation.

À la suite des études de danger réalisées en 2007, des spécifications techniques sur le compartimentage des cuvettes des bacs ainsi qu'un programme d'actions en vue d'améliorer la défense contre l'incendie, ont été élaborés. Les appels d'offres seront lancés en 2009.

Les travaux de rénovation des unités de froid ont été réalisés sur les stations techniques en 2008 et vont se poursuivre en 2009 avec la tour de contrôle.

La réhabilitation du borbier extérieur du Cap Lopez s'est poursuivie en 2008, avec une augmentation des capacités traitées suite à la mise en service d'une deuxième unité de chaulage.



Activités non opérées

Rabi-Kounga

Les activités de la phase III du développement du champ de Rabi se sont poursuivies avec une nouvelle campagne de forage comprenant 5 nouveaux puits et 5 reprises de puits existants.

Les études géosciences ont été consacrées principalement à la mise à jour du modèle statique en vue de mieux déterminer les enjeux de puits *infills* à venir. La stratégie de développement complémentaire en plusieurs phases a ainsi été précisée :

- ▶ définition d'un plan d'activités de forage à court terme (2009-2011), sur la base de ce nouveau modèle statique, destiné à soutenir la production du champ par la production d'huile non balayée ;
- ▶ développements complémentaires à plus long terme au delà de 2013, utilisant des mécanismes de récupération secondaire. Les études en cours portent

plus particulièrement sur l'augmentation des capacités en surface (traitement d'eau, capacité *gas lift*). L'étude de la faisabilité d'un « *gas-cap blowdown* » est reportée pour l'instant.

Les études et investissements relatifs aux installations de surface se sont poursuivis à un rythme soutenu. En particulier, le projet de l'augmentation de la capacité de traitement de la chaîne de séparation des stations de collecte s'est poursuivi, avec l'installation d'un nouveau séparateur au niveau d'une première station de collecte dont la mise en service est prévue durant le 1^{er} trimestre 2009. Les résultats permettront de se prononcer sur l'intérêt d'une extension du projet aux autres stations de collecte.

L'amélioration de la fiabilité de la compression, outre son impact positif sur la production, a permis de diviser par quatre le brûlage des gaz associés entre 2007 et 2008. En 2008, la moyenne des gaz brûlés a été de 93,5 km³/j standard.

Divers

Obangué et Tsiengui (Opérateur Addax)

Le brut du champ d'Obangué était jusqu'en novembre 2006 racheté à la société Addax par Total Gabon et transporté par oléoduc vers le terminal du Cap Lopez via les installations d'Avocette.

Fin 2006, après en avoir assuré l'*engineering* et la construction, Total Gabon a mis en service pour le compte de la société Addax une station de pompage spécifique à proximité du périmètre des installations de Coucal. Ces installations ont permis d'augmenter le débit exporté et de pouvoir ainsi évacuer la production du champ voisin de Tsiengui.

En 2007, l'exportation via Avocette des productions opérées par la société Addax a été arrêtée et la totalité du brut des champs d'Obangué et de Tsiengui transite désormais par cette nouvelle station de pompage.

La production moyenne de ces bruts a été en 2008 de 23,7 kb/j.

Vanneau – Pélican Est (Opérateur Perenco)

La production des champs de Vanneau et de Pélican Est est rachetée par Total Gabon à la société Perenco à l'arrivée respectivement sur Hylia et sur Torpille. La production moyenne en 2008 a été de 0,6 kb/j pour Vanneau et 0,2 kb/j pour Pélican Est.

Tchatamba (Opérateur Marathon)

Depuis fin 2002, l'évacuation du brut de Tchatamba se fait par un oléoduc de 40 km raccordé à l'oléoduc 18" Rabi – Cap Lopez de Total Gabon. Le brut est transporté jusqu'au terminal du Cap Lopez pour le compte de la société Marathon. En 2008, la production moyenne a été de 17,7 kb/j.

Onal (Opérateur Maurel et Prom)

Les travaux de raccordement du champ d'Onal à la station de Coucal ont été réalisés pour permettre l'évacuation vers le terminal du Cap Lopez de la production qui a démarré en mars 2009 (environ 15 kb/j).



Production et réserves

PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT LIÉE AUX PARTICIPATIONS DE TOTAL GABON⁽¹⁾

en milliers de barils par jour



PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT OPÉRÉE PAR TOTAL GABON

en milliers de barils par jour



RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTROLE BRUT DE TOTAL GABON⁽¹⁾

en millions de barils



Production de pétrole brut

En 2008, la production totale de pétrole brut du Gabon est estimée à 86,3 Mb.

La part de la production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon⁽¹⁾ s'est élevée à 60,3 kb/j (22,1 Mb sur l'année) contre 64,2 kb/j (23,4 Mb sur l'année) en 2007, soit environ 26% de la production gabonaise totale de pétrole brut.

Production opérée par Total Gabon

La production des champs opérés par Total Gabon s'est élevée à 76,5 kb/j (28 Mb sur l'année) en 2008 contre 81,5 kb/j (29,7 Mb sur l'année) en 2007, soit une baisse de 6% par rapport à l'année précédente, essentiellement en raison des éléments suivants :

- le déclin des champs matures que la mise en production des nouveaux puits, sur le champ d'Anguille notamment, ne compense que partiellement ;

- des arrêts techniques programmés pour maintenance et opérations sur puits plus importants en 2008 qu'en 2007 ;

- des arrêts non programmés dûs à l'arrêt des exportations du champ d'Atora en raison de la grève du personnel de Shell Gabon en mars qui a paralysé les installations de production et le terminal de Gamba durant 10 jours, ainsi qu'à des incidents sur des oléoducs qui ont entraîné à plusieurs reprises l'arrêt du secteur Coucal-Avocette à terre.

La production de pétrole brut opérée par Total Gabon en 2008 représente environ 32% de la production gabonaise totale de pétrole brut contre 34% en 2007. La part de la production opérée liée aux participations de Total Gabon⁽¹⁾ s'est élevée à 51,4 kb/j (18,8 Mb sur l'année) en 2008 contre 53,2 kb/j (19,4 Mb sur l'année) en 2007, soit une baisse de 3%.

(1) Y compris les barils de fiscalité huile revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production.



Torpille



Production non-opérée

La production du champ de Rabi-Kounga opérée par Shell Gabon, a été de 26,7 kb/j (9,8 Mb sur l'année) en 2008, contre 33,3 kb/j (12,2 Mb sur l'année) en 2007, soit une baisse de 20%, essentiellement due aux éléments suivants :

- ▶ déclin des puits existants que la production de nouveaux puits ne compense que partiellement ;
- ▶ difficultés techniques (sur la compression, les pompes export et la génération électrique) qui ont perturbé la production tout au long de l'année ;
- ▶ grève du personnel de Shell Gabon en mars qui a paralysé les installations de production et le terminal export de Gamba durant 10 jours.

La part de la production de Rabi-Kounga liée à la participation de Total Gabon⁽¹⁾ s'est élevée à 8,9 kb/j (3,3 Mb sur l'année) en 2008 contre 11,0 kb/j (4 Mb sur l'année) en 2007.

Réserves de pétrole brut⁽¹⁾

Au 31 décembre 2008, les réserves prouvées⁽²⁾ de pétrole brut de Total Gabon atteignaient 220 Mb contre 242 Mb au 31 décembre 2007.

La durée de vie des réserves prouvées et probables⁽³⁾ de pétrole brut au 31 décembre 2008 est de près de 15 ans au rythme actuel de production, stable par rapport à l'année précédente.

(1) Y compris les barils de fiscalité huile revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production.

(2) Les réserves prouvées sont les quantités de pétrole brut que les données géologiques et d'ingénierie permettent de déterminer avec une certitude raisonnable comme pouvant être produites dans les années futures à partir des réservoirs connus, dans les conditions économiques et opérationnelles existantes. Pour 2007 et 2008, elles ont été évaluées respectivement sur la base d'un prix du Brent de 60 \$/b et 45 \$/b.

(3) En se limitant aux réserves prouvées et probables couvertes par des contrats d'exploration-production, sur des champs ayant déjà été forés et pour lesquels les études techniques mettent en évidence un développement économique.



Commercialisation

Arrivée et amarrage d'un pétrolier au terminal du Cap Lopez



Les prix

La moyenne des prix journaliers du Brent daté sur l'année 2008 a été de 97,3 \$/b contre 72,4 \$/b en 2007, soit une hausse de 34%. Le prix du Brent a connu une volatilité exceptionnelle en 2008 montrant des variations de plus de 10 \$/b au cours d'une même journée, atteignant un niveau record le 3 juillet de 144,2 \$/b pour ensuite perdre chaque mois entre 15 et 20 \$/b et atteindre son niveau le plus bas de 33,7 \$/b le 24 décembre, faisant apparaître ainsi une variation jamais rencontrée de plus de 110 \$/b en moins de 7 mois.

Le marché

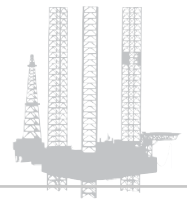
La demande mondiale de pétrole en 2008 s'est établie à 85,5 Mb/j en moyenne annuelle, au même niveau que l'année 2007, la récession en Amérique du Nord (-1,3 Mb/j) venant compenser la hausse de la demande en Chine et au Moyen-Orient.

L'offre de 85,9 Mb/j en 2008 a généré un stockage additionnel de 0,5 Mb/j.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), après avoir résisté aux diverses pressions au cours du premier semestre face à l'envolée des prix, a augmenté sa production de 500 kb/j sur le marché au mois de juin. Au deuxième semestre, elle a tenté de jouer son rôle de régulateur pour enrayer la chute spectaculaire des prix du pétrole brut en réduisant sa production de façon significative (-1,5 Mb/j en novembre, -4,2 Mb/j depuis juillet).

Le changement de structure du marché de *backwardation* (prix futurs à la baisse) en *contango* (prix futurs à la hausse) depuis le mois de janvier 2009 reflète l'abondance immédiate de l'offre de pétrole brut sur le marché.

À l'exception des mois de juin et juillet au cours desquels un bon nombre de cargaisons ont été réquisitionnées comme stockage en Iran, les taux de fret sont restés relativement faibles tout au long de l'année 2008, favorisant ainsi le différentiel des bruts gabonais éloignés de leur marché de destination.



Bac de stockage au terminal du Cap Lopez



VENTES DE PÉTROLE BRUT

en millions de dollars US



Les différentiels des bruts gabonais

Le différentiel de qualité du Mandji par rapport au Brent daté a vu son niveau s'accroître avec la forte hausse du Brent. Brut de type lourd et soufré, le Mandji présente un bon rendement en fuel lourd qui lui a assuré une certaine stabilité face à une demande persistante en fuel pour le soutage et une offre moindre du fait de la diminution des traitements des raffineries. L'absence de tension sur le fret au cours de l'année a minimisé la baisse de son différentiel de qualité par rapport au Brent daté.

Le Rabi, brut à teneur en soufre moyenne à faible, destiné au marché des essences américain, a souffert de la forte récession de la demande en essence sur le continent Nord-américain (-340 kb/j en 2008 par rapport à 2007). La saison estivale marquée par la « *driving season* » américaine et par les ouragans *Ike* et *Gustav* qui ont frappé le golfe du Mexique en septembre, n'ont pas réussi à ramener son prix autour de celui du Brent daté. Seul son bon rendement en fuel basse teneur en soufre, dont le prix est resté très attractif face à celui du gaz naturel, en a limité la baisse. Les différentiels entre les prix fiscaux (déterminés conjointement par l'Administration gabonaise et les sociétés pétrolières présentes au Gabon par référence au prix de marché) et le Brent daté se sont établis en moyenne arithmétique à -8,9 \$/b en 2008, contre -6,3 \$/b en 2007 pour le brut Mandji, et à -1,7 \$/b en 2008, contre -0,7 \$/b en 2007 pour le Rabi *Light*.

Ventes de pétrole brut

Les ventes de pétrole brut se sont élevées à 1 759 M\$ en 2008 contre 1 410 M\$ en 2007. Cette hausse de 25% résulte principalement de la hausse des prix de vente des bruts gabonais en moyenne sur l'année.

Au cours de l'exercice 2008, 1,5 Mb de pétrole brut a été livré à la Société gabonaise de raffinage (Sogara) pour l'approvisionnement du marché national, et 18,1 Mb ont été exportés (les quantités étaient, respectivement, de 1,8 Mb et 19,4 Mb en 2007).

Ventes de gaz

Le chiffre d'affaires des ventes de gaz s'est établi en 2008 à 6 M\$, contre 9 M\$ en 2007.

En 2008, Total Gabon a livré environ 34 millions de mètres cubes de gaz sur le marché intérieur contre 112 millions de mètres cubes en 2007.



Ressources humaines



Recrutement et carrières

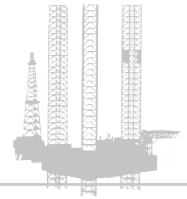
Vingt-quatre nouveaux collaborateurs (dont 9 ingénieurs) ont été embauchés en 2008, portant à 114 le nombre de recrutements réalisés dans le cadre du dernier plan emplois quinquennal.

L'intégration et la formation de ces jeunes recrutés demeurent un des enjeux majeurs de la gestion des ressources humaines de la Société. La refonte du processus d'intégration, lancée en 2008, visant notamment à préparer les jeunes recrutés à la prise de responsabilités et à la conduite d'équipes, s'achèvera en 2009.

La mobilité internationale des cadres gabonais dans les structures centrales ou dans des filiales du groupe Total est également un élément important de la politique des ressources humaines. À fin 2008, le nombre d'ingénieurs détachés dans les structures centrales ou dans des filiales du groupe Total était de 23.

L'environnement de l'industrie pétrolière du début de l'année 2009, invite à la prudence et à une rigueur accrue en matière de contrôle des frais de fonctionnement. Les recrutements se poursuivront mais avec une plus grande sélectivité, certains pourraient être décalés dans le temps et une attention toute particulière sera portée à la mobilité interne et à la formation pour une meilleure optimisation des ressources humaines par rapport au plan de charge de la Société.

Par ailleurs, certains projets du ministère du Travail gabonais qui sont encore à l'étude pourraient avoir, à terme, un impact significatif sur le plan de recrutement et les coûts salariaux de Total Gabon. Il s'agit notamment du projet d'harmonisation de l'âge du départ à la retraite qui serait porté pour le secteur privé de 55 à 60 ans à l'instar du secteur public et de celui concernant la création d'une caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale.



EFFECTIFS

EFFECTIFS PRÉSENTS	AU 31/12/2008
Gabonais	
Ingénieurs	86
Agents Techniques Supérieurs (ATS) Agents Très Hautement Qualifiés (ATHQ)	246
Employés et Ouvriers (EO)	17
EFFECTIFS GABONAIS	349
Expatriés	
Ingénieurs	86
Employés, Techniciens, Agents de Maîtrise (ETAM)	16
EFFECTIFS EXPATRIÉS	102
TOTAL DES EFFECTIFS	451 ⁽¹⁾

(1) Non compris 25 collaborateurs en congés d'attente retraite et 23 collaborateurs en mobilité internationale.

Formation

Essentiellement consacré à des actions de formation visant les métiers pétroliers et le domaine hygiène sécurité environnement, le budget alloué à la formation en 2008 a été de 970 millions de francs CFA, soit une augmentation de 56% par rapport à l'année précédente.

Comme en 2007, près de 90% des collaborateurs nationaux ont bénéficié d'au moins une action de formation durant l'année.

Personnel et Relations sociales

L'année 2008 a été marquée sur le plan des relations sociales, par l'entrée en vigueur de plusieurs textes législatifs et réglementaires portant principalement sur :

- ▶ la création d'un régime spécial de dérogation à la durée légale du travail dans le secteur pétrolier ;
- ▶ la réglementation de l'activité de mise à disposition du personnel ;
- ▶ la relance des Comités permanents de concertation économique et sociale au sein des entreprises.

La mise en œuvre de ces dispositions légales et réglementaires, qui nécessite encore des clarifications sur les modalités d'application, se poursuivra en 2009. L'ensemble de ces mesures se traduira en année pleine par une augmentation importante des coûts salariaux.

Le protocole relatif à la prime de performance liée à la production a été renégocié pour trois ans. Parmi les nouvelles dispositions, ce protocole offre la possibilité de placer les montants perçus dans un plan d'épargne entreprise abondé et rémunéré. Cette innovation sociale est la première du genre au Gabon.

La durée du dispositif des allocations d'études supérieures, par lequel l'entreprise encourage les enfants de ses collaborateurs à poursuivre des études universitaires au Gabon ou à l'étranger, a été améliorée en portant la durée à 5 ans au lieu de 4 précédemment. Trente cinq étudiants bénéficient actuellement de cette allocation.

Les journées d'échanges entre le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale et Total Gabon qui se sont tenues en 2008 pour la deuxième année consécutive, ont permis à Total Gabon de présenter ses principaux projets et leurs composantes sociales. Les Autorités, quant à elles, ont esquissé les grandes lignes des réformes sociales à venir.



Hygiène, sécurité et environnement

Sécurité incendie sur hélidock en mer

Consignes de sécurité sur Torpille



Résultats sécurité

Malgré une action soutenue pour améliorer la sécurité au poste de travail et pour renforcer la culture sécurité à tous les niveaux, aussi bien pour le personnel de Total Gabon que pour celui des entreprises extérieures prestataires de service, les résultats 2008 ne répondent pas entièrement aux attentes.

Le nombre d'accidents déclarés en 2008 est en diminution par rapport à l'année précédente (17 en 2008 contre 20 en 2007). Cependant, compte tenu d'une activité moindre (le nombre d'heures travaillées en 2008 est en baisse de 14% par rapport à 2007), le taux de fréquence des accidents déclarés (TRIR⁽¹⁾) ressort comme en 2007 à 2,5.

Sur ces 17 accidents en 2008, 8 accidents ont donné lieu à un arrêt de travail contre 7 en 2007, ce qui correspond pour l'année à un taux de fréquence d'accidents avec arrêt de 1,2 (LTIR⁽²⁾) contre 0,9 en 2007.

L'analyse des causes des accidents déclarés montre que 65% d'entre eux sont survenus à l'occasion de manutentions diverses et 30% lors de déplacements (chutes). Aucun de ces accidents n'est directement lié à la matérialisation d'un risque pétrolier.

En 2009, les efforts de fond entrepris seront poursuivis en ciblant les domaines les plus exposés. Il est prévu d'intégrer la compétence sécurité opérationnelle dans les différents métiers afin d'être plus proche du terrain et de faire évoluer les comportements en responsabilisant davantage les intervenants sur leur propre sécurité.

Le programme pluriannuel 2004-2010 des études des risques majeurs des différents sites s'est poursuivi durant l'année 2008. Il est à noter que ces études doivent répondre aux nouvelles dispositions réglementaires (inspirées de la réglementation française) qui sont entrées en vigueur début 2008 et qui concernent toutes les installations pétrolières classées implantées sur le territoire gabonais.

Il est prévu de faire valider les études des risques majeurs des sites du Cap Lopez et de Grondin par les autorités gabonaises en 2009. Les études des autres sites le seront en 2010.

(1) TRIR : Total Recordable Injury Rate/Nombre d'accidents avec et sans arrêt par millions d'heures travaillées. (2) LTIR : Lost Time Injury Rate/Nombre d'accidents avec arrêt par millions d'heures travaillées.

Ces deux indicateurs sont calculés pour le personnel de Total Gabon et le personnel des entreprises extérieures.



Terminal du Cap Lopez



Environnement

Total Gabon, grâce à la mobilisation de toutes ses équipes, a obtenu début décembre 2008 un avis favorable pour la certification ISO 14 001 de l'ensemble de ses activités d'exploration et de production.

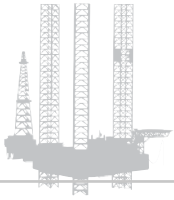
La certification officielle est intervenue le 9 mars 2009. Ce résultat traduit la volonté de Total Gabon de maîtriser et de réduire l'impact de ses activités sur l'environnement.

La teneur moyenne en hydrocarbures dans les rejets d'eau pour l'année 2008 a été de 38 mg/l. Ce résultat supérieur au résultat de 2007, est lié aux dysfonctionnements de l'unité de traitement d'eau de la plateforme de Grondin. Des travaux sont en cours pour y remédier.

En 2008, l'intensité des émissions de gaz à effet de serre a été de 68 kT de CO₂/Mbep, légèrement supérieure au résultat de 2007 (64 kT de CO₂/Mbep) en raison notamment du forage de nouveaux puits.

Hygiène industrielle

Un programme de sensibilisation sur les mesures de protection individuelle pour le personnel intervenant sur les sites a été mis en œuvre en 2008. En 2009, un effort particulier sera fait pour mieux prendre en compte les risques liés au bruit.



Développement durable et activités de diversification

Les actions de développement durable ont concerné des projets ou des réalisations d'intérêt général, financés par la Provision pour investissements diversifiés (PID) ou directement par Total Gabon. Les dépenses engagées pour l'exercice 2008 se sont élevées à 13 M\$ - dont 11 M\$ dans le cadre de la PID - contre 14 M\$ en 2007. Ces actions concernent notamment :

Laboratoire du CIRMF

IGAD : projet de cultures maraîchères



Dans le domaine de la santé et de la recherche médicale

- ▶ La poursuite du soutien, notamment financier, au fonctionnement du Centre international de recherches médicales de Franceville (CIRMF). C'est la part la plus importante du budget développement durable ;
- ▶ le financement du quatrième symposium sur les virus Ebola et Marburg organisé par le CIRMF ;
- ▶ la poursuite du partenariat avec la Croix Rouge française et le ministère de la Santé pour le financement de Centres de traitements ambulatoires dédiés au traitement des malades du SIDA ;
- ▶ la contribution au développement social par la distribution de médicaments et d'équipements aux dispensaires, par la rénovation d'installations sanitaires et l'installation de puits à eau pour les communautés vivant aux abords des sites pétroliers à terre ;
- ▶ une subvention pour la création à Port-Gentil d'une antenne de rééducation fonctionnelle et d'appareillage pour les enfants handicapés.



Dans le domaine du développement agricole

- Une dotation financière à l'Institut gabonais d'appui au développement (IGAD) pour soutenir son programme de développement des cultures maraîchères notamment en zone périurbaine, ainsi que des missions d'étude dans les villages à proximité des sites pétroliers à terre ;
- la poursuite du développement du Centre d'application agro-pastoral de Franceville, projet expérimental visant à créer une filière d'élevage de porcins dans le pays.

Dans le domaine de l'éducation et de la formation

- Le Centre de spécialisation professionnelle qui a entamé en septembre 2008 sa cinquième année académique avec trente stagiaires ;
- la troisième subvention annuelle pour l'Agence de consolidation des technologies de l'éducation (ACTE) qui a pour objet de développer, chez des élèves, l'intérêt pour les sciences, de faciliter l'acquisition et l'utilisation des connaissances au moyen des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- la réfection partielle des infrastructures de l'école primaire Roger Buttin et de l'école mixte à Port-Gentil ;
- la réfection des infrastructures du Centre ménager Sainte Thérèse à Port-Gentil, centre qui reçoit des jeunes femmes pour leur prodiguer un enseignement pratique ;
- le financement des fournitures scolaires pour les écoles situées aux abords des sites pétroliers à terre ;
- l'octroi de bourses à cinq jeunes gabonais pour préparer un Brevet de Technicien Supérieur en électromécanique à l'Institut supérieur de technologie d'Afrique centrale (ISTAC) de Pointe-Noire (République du Congo).

Un Comité éducation a été créé en fin d'année 2008 pour assurer le pilotage et le suivi de tous les projets et actions en matière d'éducation financés par Total Gabon.

Dans le domaine de la biodiversité

- Une subvention pluriannuelle pour les activités de recherche scientifique, d'éducation environnementale et de formation destinés au développement du tourisme dans le parc national de la Lopé ;
- une subvention pour la traduction d'ouvrages sur les parcs nationaux et la biodiversité du Gabon : édition de la version française du livre « *Last Place on Earth* » publié par *National Geographic Society*, l'édition en anglais des guides des parcs nationaux de Loango/Mayumba, Ivindo/Mwagna, Pongara/Akanda, et des Plateaux Batéké ;
- une subvention pour la création d'un site web consacré à la « visite virtuelle des parcs nationaux du Gabon ».

Dans le domaine des infrastructures

- La mise en conformité des groupes électrogènes et la réfection de diverses pistes dans plusieurs villages à proximité des sites pétroliers à terre.

Dans le domaine de la culture

- L'édition en partenariat avec le Centre national de la recherche scientifique en France, d'un ouvrage illustré « *Cœur d'Afrique* » sur les voyages de Paul du Chaillu au Gabon ;
- la réalisation d'une exposition itinérante des Arts « *Gabon Terre des génies, splendeur de la nature* » en collaboration avec *Wildlife Conservation Society*, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement ;
- l'émission avec la Poste gabonaise de 6 timbres commémoratifs à l'occasion du 80^e anniversaire du début de l'activité pétrolière au Gabon.



Rapport de gestion du Conseil d'administration

Commentaires sur le compte de résultat

Le bénéfice net de l'exercice 2008 s'établit à 381 M\$ contre 334 M\$ en 2007, soit une hausse de 14%. Les principales composantes de la formation du résultat s'analysent comme suit :

Charges et produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires s'élève à 1 772 M\$ en augmentation de 316 M\$ par rapport à 2007 soit +22%. Cette progression s'explique par l'effet positif de l'appréciation du prix de vente moyen des bruts commercialisés par Total Gabon (89,4 \$/b en 2008 contre 66,7 \$/b en 2007, soit +34%), atténué toutefois par l'impact négatif de la baisse des volumes vendus (-7%, baisse des productions et effet de stock).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 775 M\$ en 2008 contre 1 331 M\$ en 2007, soit une hausse de 33%, en raison d'un programme toujours soutenu de gros entretien, de la poursuite de la hausse générale des prix des services pétroliers, d'un effet de change défavorable du dollar US contre l'euro en moyenne sur l'année et de l'augmentation des postes provisions et amortissements.

Les dotations aux amortissements sont en augmentation de 147 M\$ en raison d'un programme d'investissements plus soutenu concernant notamment le re-développement du champ d'Anguille.

Les provisions inscrites au bilan sont en augmentation de 59 M\$ en raison des éléments suivants :

- ▶ +42 M\$ au titre des provisions pour restitution des sites ;
- ▶ +7 M\$ au titre des provisions pour dépréciation des stocks qui comprennent une reprise de provisions de 4 M\$ sur les stocks de matières premières et la dotation d'une provision de 11 M\$ pour dépréciation des stocks d'hydrocarbures ;
- ▶ +11 M\$ au titre de la Provision pour investissements diversifiés et de la Provision pour investissements dans les hydrocarbures ;
- ▶ -1 M\$ au titre de diverses reprises de provisions.

La valeur ajoutée augmente de 206 M\$ par rapport à l'année 2007. L'excédent brut d'exploitation s'élève à 1 104 M\$ en 2008 contre 913 M\$ en 2007, soit une hausse de plus de 21%.

Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à 754 M\$ en 2008 contre 687 M\$ en 2007.



Activité financière

Les charges financières se montent à 30 M\$, contre 1 M\$ en 2007, qui se décomposent comme suit :

- ▶ 14 M\$ de frais financiers liés à l'endettement externe de la Société (107 M\$ au 31 décembre 2008) ;
- ▶ 7 M\$ de provisions pour restitution des sites correspondant aux intérêts créditeurs des comptes bloqués dédiés ;
- ▶ 9 M\$ de pertes de change et divers frais financiers.

Les produits financiers se montent à 14 M\$, contre 17 M\$ en 2007, en raison de la baisse des taux d'intérêt enregistrée entre 2007 et 2008.

Charges et produits hors activité ordinaire

Cette rubrique dont le résultat est en hausse par rapport à l'exercice 2007 (+5 M\$) comprend le produit de la cession d'actifs immobiliers et miniers.

Redevances minières, impôts et fiscalité

Le montant des redevances minières au titre de l'exercice 2008 s'est élevé à 315 M\$ contre 247 M\$ en 2007. Cette hausse de 28% est principalement due à la hausse des prix de vente des bruts gabonais. Le montant de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2008 s'établit à 363 M\$, en baisse de 6 M\$ par rapport à l'exercice 2007, en raison de l'augmentation des amortissements liée au re-développement du champ d'Anguille.

Il convient de noter que la part de pétrole brut revenant à la République Gabonaise au titre du *profit-oil* des contrats d'exploitation et de partage de production⁽¹⁾ est en hausse en valeur bien qu'en baisse en volume.

Affectation du résultat

Le bénéfice net de l'exercice 2008 s'établit à 381 M\$. Il sera proposé à l'Assemblée générale du 5 juin 2009 de fixer à 22,50 dollars par action le dividende net d'impôts de l'exercice 2008.

(1) Le volume de *profit oil* revenant à la République Gabonaise relatif à la quote-part de Total Gabon s'élève à 3,0 Mb pour l'exercice 2008, contre un volume de 3,3 Mb pour l'exercice 2007. L'équivalent monétaire de ces volumes de *profit oil* de l'État est retranché du chiffre d'affaires de la Société et, en conséquence, ne figure pas dans le poste impôts du compte de résultat de la Société.



Commentaires sur le tableau des ressources et des emplois (Tafire)

Soldes financiers de l'exercice

La capacité d'autofinancement globale (CAFG) s'élève pour l'exercice 2008 à 735 M\$ contre 560 M\$ en 2007, soit une hausse de 31% qui s'explique principalement par l'effet de la hausse en 2008 des prix de vente moyen des bruts gabonais sur le chiffre d'affaires et sur l'excédent brut d'exploitation.

Investissements/désinvestissements

Investissements pétroliers

Les investissements y compris coûts ou bonus d'acquisition ou de mise en production s'élèvent à 505 M\$ en 2008 contre 379 M\$ en 2007, soit une hausse de 33%. Ils se décomposent comme suit :

Investissements d'exploration et d'appréciation

Le montant total des investissements d'exploration et d'appréciation s'élève à 65 M\$ en 2008 contre 9 M\$ en 2007.

L'année 2008 a été marquée par les travaux d'acquisition d'une nouvelle sismique 2D sur Diaba et par le forage du puits d'exploration Aloumbé Profond et du puits d'exploration Mérrou Marine 3 qui s'est avéré sec.

Investissements de développement

Les investissements de développement correspondent à la quote-part financée par Total Gabon des activités opérées par Total Gabon et des activités sur le champ de Rabi-Kounga opérées par Shell Gabon. Le montant total des investissements de développement s'élève à 434 M\$, contre 362 M\$ en 2007.

Activités opérées

Le programme des travaux opérés par Total Gabon comprend :

Champs en mer

Les investissements de développement portent principalement sur le re-développement du champ d'Anguille : poursuite de la campagne de forage de la première phase du projet avec sept nouveaux puits, lancement des opérations de stimulation hydraulique des puits déjà forés, et démarrage de l'étude d'avant-projet de la deuxième phase. Le reste des investissements porte sur les champs de Torpille avec le forage de deux puits et de Baudroie avec le forage d'un puits. Ces investissements incluent les frais financiers liés au financement externe de développement du champ d'Anguille à hauteur de 14 M\$.

Le total des investissements des champs en mer (études, travaux terre et mer) s'élève à 398 M\$.

Champs à terre

Les principaux travaux concernent la poursuite du projet de reprise de l'injection d'eau sur Port-Gentil Océan, la poursuite du projet de développement complémentaire d'Atora et l'installation de nouvelles pompes d'injection d'eau sur Coucal.

Le total des investissements sur les champs opérés à terre s'élève à 3 M\$.

Terminal du Cap Lopez

Les investissements d'environ 6 M\$ ont concerné principalement la réhabilitation du bassin de décantation Nord et du bournier extérieur.



- **Activités non opérées**

Le programme des travaux non opérés sur Rabi-Kounga (opéré par Shell Gabon) a principalement porté sur la poursuite de la phase III du développement avec la réalisation d'une nouvelle campagne de forage comprenant cinq puits neufs et cinq reprises de puits existants et la définition d'une stratégie de développement complémentaire du champ en plusieurs phases.

Les travaux financés s'élèvent à 27 M\$ contre 13 M\$ en 2007.

- ◀ **Risques et incertitudes**

Les investissements pétroliers de la Société demeurent soumis aux risques habituels de marché (en particulier la sensibilité au prix du pétrole et du gaz naturel et au taux de change du dollar US par rapport à l'euro et au franc CFA), aux risques industriels et environnementaux liés à la nature même des activités sur lesquelles portent ces investissements, ainsi qu'aux risques liés à l'exploration et la production pétrolières et gazières, en particulier le déclin naturel des champs.

Une description de ces risques figure aux pages 32 à 34 du présent Rapport financier annuel.

- ◀ **Investissements généraux**

Les investissements généraux, industriels et administratifs, s'élèvent à 6 M\$ en 2008 contre 9 M\$ en 2007.

Acquisitions/cessions d'immobilisations financières

Les emplois financiers inscrits en 2008 correspondent d'une part à l'augmentation de l'encours sur les comptes bloqués de la Société destinés à être utilisés dans le futur pour la restitution des sites et, d'autre part, à des prêts octroyés au personnel dont les remboursements correspondants s'inscrivent en ressources.

Emprunts

Total Gabon a signé le 9 avril 2008 un accord de financement d'un montant total de 600 M\$ avec un syndicat de banques internationales de premier plan. Cet accord d'une durée de 8 ans est soumis à des conditions et des obligations habituelles pour ce type de financement et permet dès 2008 de financer le plan d'investissements pluriannuel et notamment le projet de re-développement du champ d'Anguille. Le montant des tirages pour l'année 2008 s'est élevé à 107 M\$.

Trésorerie

Les investissements ont été financés par la capacité d'autofinancement globale et le tirage sur l'emprunt mis en place. La variation de trésorerie s'élève à +235 M\$ en 2008 contre -11 M\$ en 2007.

Service du dividende

Le service du dividende au titre de l'exercice 2007 s'est élevé à 140 M\$ en 2008 ; il correspond à un dividende net de 31 dollars US par action qui a été mis en paiement le 6 juin 2008.



Risques de l'émetteur

Exposition aux fluctuations des marchés

Les résultats de Total Gabon sont sensibles à différents facteurs parmi lesquels les plus significatifs sont les prix du pétrole et du gaz naturel généralement exprimés en dollars US, et les taux de change, notamment celui du dollar US par rapport à l'euro et au franc CFA.

D'une manière générale, une hausse des prix du pétrole a un effet positif sur les résultats de Total Gabon du fait de la meilleure valorisation de la production pétrolière. Inversement, une baisse des prix du pétrole se traduit par une dégradation des résultats. Pour l'exercice 2009, Total Gabon estime qu'une appréciation du cours du pétrole Brent (pétrole de mer du Nord) de 1 dollar US par baril entraînerait une amélioration du résultat net de l'année d'environ 5 M\$ et inversement (scénario retenu de 60 \$/b). Une appréciation du dollar US par rapport à l'euro de 0,10 dollar US par euro engendrerait une amélioration du résultat net de l'année d'environ 5 M\$ et inversement.

Gestion du risque de contrepartie

Du fait de sa situation de filiale indirecte de TOTAL S.A., la Société applique les règles de contrôle en matière de gestion des risques de marché et plus particulièrement du risque de contrepartie, retenues pour l'ensemble du groupe Total.

La mise en œuvre de ces règles chez Total Gabon relève de la compétence de la direction générale de la Société.

Toute contrepartie bancaire avec laquelle Total Gabon souhaite travailler pour des opérations de marché doit avoir été préalablement autorisée après appréciation de sa solidité financière, ainsi que de sa notation par

les agences *Standard & Poor's* et *Moody's*, laquelle doit être de première qualité. Une limite d'encours autorisé est définie pour chaque banque avec laquelle Total Gabon travaille.

En raison de l'évolution récente des marchés financiers, Total Gabon a pris des mesures additionnelles afin de renforcer le contrôle de son exposition au risque de contrepartie, notamment pour ce qui concerne la gestion de sa trésorerie et la gestion des fonds destinés à la restitution des sites pétroliers.

Risques juridiques des activités d'exploration et production

Total Gabon mène des activités d'exploration et de production, qui sont soumises à un large éventail de législations et de réglementations. Celles-ci touchent tous les aspects de l'exploration et production, notamment les droits miniers, les niveaux de production, les redevances, la protection de l'environnement, les exportations, la fiscalité, la conversion des monnaies et une fiscalité spécifique aux activités pétrolières et gazières.

Les termes des concessions, permis et contrats de partage de production sont spécifiques et attribués ou conclus par l'État gabonais et sont soumis soit au régime de la Convention d'établissement de Total Gabon, soit à celui du contrat de partage de production.

La Convention d'établissement demeure le modèle le plus ancien des accords passés avec l'État gabonais : Total Gabon est propriétaire des actifs et des installations et reçoit la totalité de la production. En contrepartie, les risques d'exploitation, les frais et les investissements sont à sa charge et Total Gabon s'engage à verser à l'État, propriétaire de la richesse



du sous-sol, une redevance calculée sur la production et un impôt sur les bénéfices.

Total Gabon a signé, le 5 juillet 2007, avec la République Gabonaise le renouvellement, pour une durée de 25 ans, de sa Convention d'établissement qui venait à échéance le 30 juin 2007.

Ce renouvellement a été l'occasion de moderniser le régime juridique et fiscal des concessions, des permis d'exploitation et des installations d'évacuation de brut de Total Gabon afin de favoriser l'exploration et les projets de développement des ressources en hydrocarbures et de soutenir la production de pétrole et de gaz au Gabon.

Le contrat de partage de production pose un cadre juridique différent de la Convention d'établissement : il définit les modalités du partage de la production et établit les règles de coopération entre Total Gabon et l'État gabonais, à travers la direction générale des Hydrocarbures. Cette dernière peut ainsi participer à la prise de décisions opérationnelles, à la comptabilisation des coûts et au calcul du partage de la production. En contrepartie, Total Gabon dispose d'une partie de la production appelée *cost oil* dont la vente doit permettre le remboursement de toutes les dépenses d'investissements et de coûts opératoires. Le solde de la production, ou *profit oil*, est ensuite partagé, dans des proportions différentes selon les contrats.

Les activités d'exploration et production d'hydrocarbures font l'objet de permis qui peuvent être distincts pour chacune de ces activités ; ils sont accordés pour des périodes de temps limitées, et comportent une obligation de rendre une grande partie, voire la totalité en cas d'insuccès, de la superficie du permis à l'issue de la période d'exploration. Certaines zones d'exploitation font l'objet de concessions dont la durée est plus longue.

Exposition aux risques industriels et environnementaux

| Nature des risques

Les activités de Total Gabon présentent des risques industriels et environnementaux liés à la nature des produits manipulés, qui peuvent être inflammables, explosifs ou toxiques. Les activités peuvent, de ce

fait, être soumises à un nombre important de réglementations rigoureuses dans le domaine de la protection de l'environnement et de la sécurité industrielle.

Les risques industriels sont multiples compte tenu de la variété des activités concernées : forages, traitements sur champ, transport, stockage. Parmi ces risques figurent notamment l'explosion, l'incendie ou la fuite de produits toxiques. Dans le domaine du transport, la nature des risques dépend non seulement de la dangerosité des produits transportés mais aussi des modes de transport utilisés (principalement pipelines) et enfin des quantités concernées.

La plupart de ces activités comportent des risques environnementaux liés aux émissions dans l'air ou dans l'eau et à la production de déchets, et impliquent la prise en compte de la réhabilitation des sites après leur mise à l'arrêt. En outre, les activités d'exploration et de production de pétrole ou de gaz sont exposées à des risques liés aux caractéristiques physiques d'un champ pétrolier ou gazier. Parmi ceux-ci figurent les éruptions de pétrole brut ou de gaz naturel, la découverte de réservoirs d'hydrocarbures présentant une pression anormale, les effondrements des abords des puits, les fuites d'hydrocarbures engendrant des risques toxiques, d'incendie ou d'explosion.

Tous ces événements sont susceptibles d'endommager, voire de détruire, les puits de pétrole brut ou de gaz naturel, ainsi que les installations attenantes, de porter atteinte à des vies humaines ou à des biens, d'entraîner une interruption d'activité, de provoquer des dommages environnementaux. Par ailleurs, les activités d'exploration et de production peuvent intervenir dans des sites plus ou moins sensibles au plan écologique (forêt tropicale, milieu marin...). Chaque site nécessite une approche spécifique pour minimiser les impacts sur la faune, la flore, les écosystèmes, la biodiversité et la santé humaine.

| Évaluation et maîtrise des risques

Total Gabon évalue les risques industriels et environnementaux de ses activités préalablement à leur développement et régulièrement pendant les opérations.



Total Gabon assure également un suivi permanent des évolutions réglementaires afin de rester en conformité avec les règles et normes gabonaises ou internationales sur l'évaluation et la maîtrise de ses risques industriels et environnementaux.

Les évaluations des risques débouchent généralement sur la définition de mesures de maîtrise visant à réduire les probabilités d'occurrence d'accidents et leurs conséquences. Ces mesures concernent la conception même des installations, le renforcement des dispositifs de protection, les organisations à mettre en place, ou encore la compensation d'un impact environnemental s'il est inévitable. Les études peuvent être assorties, au cas par cas, d'une évaluation du coût des mesures de maîtrise des risques et de réduction des impacts.

Comme tout système de contrôle, ce système de contrôle des risques industriels et environnementaux mis en place par la Société ne permet pas de fournir une garantie absolue que les risques industriels ou environnementaux des activités d'exploration ou de production de Total Gabon sont totalement évalués ou complètement maîtrisés.

Assurance et couverture des risques

Total Gabon bénéficie des couvertures d'assurance mises en place à l'échelle du groupe Total, notamment celles mises en place avec *Omnium Insurance and Reinsurance Company* (OIRC), société d'assurance et de réassurance totalement intégrée à la politique d'assurance du groupe Total et dont elle constitue l'outil opérationnel de globalisation et de centralisation de couverture des risques.

Ces couvertures sont souscrites, conformément à la réglementation en vigueur au Gabon, par l'intermédiaire d'une compagnie d'assurances gabonaise.

Risques liés à l'exploration et la production pétrolières et gazières

L'exploration et la production de pétrole et de gaz impliquent des niveaux d'investissements élevés et sont associées à des risques et des opportunités économiques spécifiques. Ces activités sont soumises à des risques liés notamment aux difficultés de l'investigation du sous-sol, aux caractéristiques des hydrocarbures, ainsi qu'aux caractéristiques physiques d'un champ pétrolier ou gazier. Aux premiers rangs des risques de l'exploration pétrolière figurent les risques géologiques. Ainsi, lors d'un forage d'un puits d'exploration, les hydrocarbures recherchés peuvent être absents ou en quantités insuffisantes pour être économiquement exploitables.

Ultérieurement, si les estimations des réserves d'hydrocarbures et l'analyse économique justifient le développement d'une découverte, les réserves peuvent, en cours de production, s'avérer inférieures aux prévisions, compromettant ainsi l'économie de cette exploitation.

La quasi-totalité des activités d'exploration et de production de Total Gabon est assortie d'un haut niveau de risque de perte de capital investi. Il est impossible de garantir que de nouvelles ressources de pétrole brut ou de gaz naturel seront découvertes en quantités suffisantes pour permettre à Total Gabon de remplacer les réserves actuellement développées, produites et commercialisées, notamment de compenser en tout ou partie le déclin naturel des champs actuellement exploités, ou pour permettre à Total Gabon de récupérer le capital investi.

En outre, les activités de développement de champs pétroliers, de construction des installations et de forage des puits de production ou d'injection mettent en œuvre des technologies avancées pour extraire, puis exploiter pendant plusieurs années des hydrocarbures aux propriétés complexes. La mise en œuvre de ces technologies dans cet environnement difficile peut se traduire également par des incertitudes sur les coûts.



Gouvernement d'entreprise

Informations sur le Conseil d'administration

Application du système de gouvernement d'entreprise issu de l'Ohada

Le traité instituant l'Organisation d'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada), dont la République Gabonaise est un état membre, prévoit une primauté sur le droit national et une application directe des actes uniformes, en particulier l'Acte uniforme du 17 avril 1997 relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (l'Acte uniforme), directement applicable à la Société depuis le 1^{er} janvier 1998 en ce qu'il régit notamment le fonctionnement des sociétés commerciales constituées sous forme de société anonyme avec conseil d'administration et faisant appel public à l'épargne.

En matière de gouvernement d'entreprise, les règles énoncées par l'Acte uniforme présentent certaines similitudes avec notamment la législation en vigueur sur le territoire de la République française. Il est à noter cependant qu'aucun code de gouvernement d'entreprise n'a été, à la date de rédaction du présent Rapport financier annuel, élaboré, en complément de ces règles, par des organisations représentatives des entreprises de la République Gabonaise.

Dissociation entre les fonctions de directeur général et celles de président du Conseil d'administration

La Société a adopté le mode d'administration institué par les articles 415 à 461 et 477 à 493 de l'Acte uniforme de l'Ohada, qui prévoit une dissociation entre les fonctions exercées par le directeur général de la Société et celles exercées par le président du Conseil d'administration de la Société. Dans le cadre de cette dissociation :

- ▶ le Conseil d'administration, qui se réunit aussi souvent que nécessaire, a notamment pour mission, d'une part, de préciser les objectifs de la Société et l'orientation qui doit être donnée à son administration, d'autre part, d'exercer un contrôle permanent sur la gestion de la Société assurée par le directeur général (article 20 des statuts de la Société) ;
- ▶ le directeur général a pour mission d'assurer la direction générale et la gestion des activités de la Société ; il est nommé par le Conseil d'administration parmi ou en dehors de ses membres et est révocable à tout moment par le Conseil d'administration (article 21 des statuts de la Société) ;
- ▶ le président du Conseil d'administration, nécessairement administrateur et désigné par le Conseil d'administration pour la durée renouvelable de son mandat d'administrateur (2 ans), a pour mission, outre de présider les réunions du Conseil d'administration et les Assemblées générales des actionnaires, de veiller à ce que le Conseil d'administration exerce un contrôle sur la gestion de la Société assurée par le directeur général. Le président du Conseil d'administration a aussi le



pouvoir, à tout moment, d'opérer les vérifications qu'il juge opportunes et de se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission (article 18 des statuts de la Société).

Indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil d'administration

En vertu de l'Acte uniforme, la rémunération des administrateurs est exclusivement constituée, au titre de leur mandat exercé au sein du Conseil d'administration de la Société, d'une somme librement répartie par le Conseil d'administration entre ses membres sous forme d'indemnités de fonction, dans la limite d'un montant global annuel alloué à cet effet par l'Assemblée générale des actionnaires (article 22 des statuts de la Société).

En application de cette règle, le Conseil d'administration a décidé de mettre en œuvre des modalités de paiement des indemnités de fonction qui tiennent compte de l'assiduité des administrateurs aux réunions du Conseil d'administration : les indemnités de fonction allouées chaque année à chaque administrateur sont versées de manière forfaitaire pour moitié seulement, le solde étant versé en fonction de la présence physique de cet administrateur aux réunions du Conseil d'administration pendant cette même année.

En outre, il a été décidé que les administrateurs exerçant des fonctions salariées au sein de la Société, ou exerçant des fonctions au sein d'autres sociétés du groupe Total, ne bénéficieraient à titre personnel d'aucune indemnité de fonction. Le montant global des indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil d'administration de la Société s'est élevé, en 2008, à un total de 140 000 000 francs CFA (soit la contre valeur de 213 428,62 €), qui correspond au montant global alloué à cette fin en vertu d'une décision prise par l'Assemblée générale des actionnaires du 11 juin 1999.

Par ailleurs, le Conseil d'administration peut allouer une rémunération exceptionnelle à l'un de ses membres en contrepartie d'une mission exceptionnelle ou d'un mandat qu'il lui confie. En 2008, aucune rémunération exceptionnelle n'a été allouée par le Conseil d'administration à l'un de ses membres.

Autres avantages consentis aux mandataires sociaux

En dehors de ces indemnités de fonction, des rémunérations et avantages en nature attribués par le Conseil d'administration au directeur général de la Société en application de l'article 22 des statuts de la Société et des rémunérations et avantages en nature prévus dans le cadre de contrats de travail liant la Société à certains de ses administrateurs, aucune rémunération ni aucun avantage en nature n'a été versé ou octroyé, en 2008, par la Société à l'un de ses administrateurs. En outre, la Société n'a accordé aucun prêt et n'a émis aucune garantie au profit ou pour le compte d'un de ses mandataires sociaux en fonction au cours de l'exercice 2008.

Options sur actions

Aucune option de souscription ou d'achat n'est consentie sur des actions émises par la Société.

Composition du Conseil d'administration au 31 décembre 2008

La Société est une filiale indirecte de TOTAL S.A. et son capital, au 31 décembre 2008, est détenu à hauteur de 58% par le groupe Total (à travers sa filiale Elf Aquitaine qui détient 58,28% du capital), à hauteur de 25% par la République Gabonaise et à hauteur de 17% par le public (y compris la part correspondante aux actionnaires minoritaires d'Elf Aquitaine).

Au 31 décembre 2008, la composition du Conseil d'administration de Total Gabon était la suivante :

► **Monsieur Jacques MARRAUD des GROTTES** 56 ans⁽¹⁾. Président du Conseil d'administration de Total Gabon depuis le 29 août 2008 et directeur Afrique au sein de la direction générale Exploration & Production du groupe Total. Il exerce également des mandats dans d'autres sociétés du groupe Total : président directeur général de Total Algérie ; président de Total E&P Algérie, de Total Exploration Production Nigeria, de Total E&P Nigeria Ltd, Total Upstream Nigeria Ltd, Total Petroleum Nigeria Ltd, Total LNG Nigeria Ltd, Brass Holdings Company Ltd et Total Petroleum Angola Ltd ; président du Conseil



d'administration de Total E&P Libye, Total E&P Angola, Total E&P Cameroun, Total E&P Congo ; administrateur de Total Exploration Nigeria Ltd, TEPA (Block 15/06) Ltd, TEPA (Block 17/06) Ltd. Détient 1 action Total Gabon⁽¹⁾.

► **La République Gabonaise représentée par Madame Pascaline MFERRI BONGO ONDIMBA**

52 ans⁽¹⁾. Représente la République Gabonaise au sein du Conseil d'administration de Total Gabon depuis le 6 octobre 1988. Elle exerce par ailleurs les fonctions de directeur de Cabinet du président de la République Gabonaise. Elle exerce également les mandats suivants au sein de sociétés autres que Total Gabon : administrateur de Ceca Gadis, BGFI, Pizo Shell. La République Gabonaise détient 1 125 010 actions Total Gabon⁽¹⁾.

► **Monsieur Jean-Philippe MAGNAN**

58 ans⁽¹⁾. Administrateur et directeur général de Total Gabon depuis le 31 août 2008. Il est par ailleurs administrateur unique de Total Participations Pétrolières Gabon. Détient 1 action Total Gabon⁽¹⁾.

► **Monsieur Patrick de la CHEVARDIÈRE**

51 ans⁽¹⁾. Administrateur de Total Gabon depuis le 29 août 2008 et directeur financier du groupe Total. Il exerce également des mandats dans d'autres sociétés que Total Gabon : administrateur d'Elf Aquitaine, de Sanofi-Aventis, de Total Oil Trading SA, de Total Upstream UK Ltd, Total International Ltd, Socap International Ltd et d'Omnium Insurance & Reinsurance Company Ltd. Il est par ailleurs président directeur général de Total Chimie et président de Total Nucléaire. Détient 1 action Total Gabon⁽¹⁾.

► **Monsieur Jean-Michel SALVADORI**

54 ans⁽¹⁾. Administrateur de Total Gabon depuis le 22 mars 2006 et directeur Afrique Sub-saharienne au sein de la direction générale Exploration & Production du groupe Total. Il exerce également des mandats dans d'autres sociétés du groupe Total : directeur général délégué et administrateur de Total E&P Somalie ; président de Total E&P Madagascar ; président directeur général de Total E&P Soudan et de TotalFinaElf E&P Guinée Équatoriale ; administrateur de Total E&P Cameroun et de Total E&P Azerbaïdjan B.V.. Détient 1 action Total Gabon⁽¹⁾.

► **Monsieur Jean-François DAGANAUD**

58 ans⁽¹⁾. Administrateur de Total Gabon depuis le 8 décembre 2005. Il exerce également les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration et de directeur juridique/associations de Total Gabon. Il est par ailleurs mandataire de l'actionnaire unique à l'Assemblée générale de Total Participations Pétrolières Gabon. Détient 1 action Total Gabon⁽¹⁾.

► **Monsieur Fidèle NTSISSI**

50 ans⁽¹⁾. Administrateur de Total Gabon depuis le 14 décembre 2000. Il est également administrateur de la Comilog. Il exerce par ailleurs les fonctions de trésorier payeur général de la République Gabonaise. Détient 1 action Total Gabon⁽¹⁾.

► **Monsieur Paulin OBAME NGUEMA**

74 ans⁽¹⁾. Administrateur de Total Gabon depuis le 22 avril 1982. Docteur en médecine, il est par ailleurs député à la Chambre des députés de l'Assemblée nationale de la République Gabonaise. Détient 1 action Total Gabon⁽¹⁾.

► **Monsieur Lambert ONA OVONO**

65 ans⁽¹⁾. Administrateur de Total Gabon depuis le 18 septembre 2003. Il exerce également les fonctions de directeur général adjoint de Total Gabon. Détient 1 action Total Gabon⁽¹⁾.

► **Monsieur Philippe PONTET**

66 ans⁽¹⁾. Administrateur de Total Gabon depuis le 27 mai 1998. Il est par ailleurs, *Chairman Global Banking and Market* d'HSBC France et administrateur d'HSBC France. Détient 1 action Total Gabon⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Informations au 31 décembre 2008.

Au 31 décembre 2008, les 10 administrateurs de la Société se répartissent entre les quatre catégories suivantes :

- 1 administrateur exerçant les fonctions de directeur général de la Société (Jean-Philippe Magnan) ;
- 5 administrateurs exerçant une fonction au sein de la Société (Jean-François Dagnaud, Lambert Ona-Ovono) ou au sein du groupe Total (Jacques Marraud des Grottes, Patrick de la Chevardièrre, Jean-Michel Salvadori) ;



- ▶ 3 administrateurs qui exercent soit une fonction de représentation de la République Gabonaise auprès de la Société (Pascaline M'Ferri Bongo Ondimba, représentant permanent de la République Gabonaise au sein du Conseil d'administration), soit des fonctions au sein d'une administration ou d'un établissement public de la République Gabonaise (Fidèle Ntsissi), soit un mandat électif au sein des instances parlementaires de la République Gabonaise (Paulin Obame Nguema) ;
- ▶ 1 administrateur n'appartenant à aucune de ces trois précédentes catégories (Philippe Pontet).

Réunions au cours de l'exercice 2008

Le Conseil d'administration de la Société s'est réuni quatre fois en 2008. Sur un ensemble de 10 administrateurs, 8 administrateurs ont, en moyenne, assisté physiquement à ces réunions. Ces réunions ont principalement porté sur les points suivants :

- ▶ 14 mars 2008. Examen des activités et des résultats de la Société pour l'exercice 2007 et arrêté des comptes annuels. Examen du projet de rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale et des projets de résolution ;
- ▶ 23 mai 2008. Examen des activités de la Société. Fixation des modalités de mise en paiement du dividende mis en distribution par l'Assemblée générale des actionnaires réunie le 23 mai 2008 ;
- ▶ 29 août 2008. Cooptation de Jacques Marraud des Grottes comme administrateur et président du Conseil d'administration en remplacement de Jean Privey ; Cooptation de Jean-Philippe Magnan comme administrateur et directeur général en remplacement de Jean Bié ; Cooptation de Patrick de la Chevardière comme administrateur en remplacement de Robert Castaigne ; Examen des activités et des résultats de la Société du premier semestre 2008 et arrêté des comptes semestriels. Examen du projet de rapport financier semestriel pour le premier semestre 2008 ;
- ▶ 11 décembre 2008. Cooptation de Théodore Iyézé comme administrateur en remplacement de Lambert Ona Ovono à compter du 1^{er} janvier 2009 ; Examen des activités et des prévisions de clôture de l'année 2008 ; Examen du projet de budget pour l'année 2009.

Au cours de chacune des réunions du Conseil d'administration, les règles de quorum et de majorité ont été satisfaites par la présence physique d'au moins la moitié des administrateurs en fonction.

Le nombre de réunions du Conseil d'administration est généralement de quatre réunions par an et résulte à la fois de l'information financière périodique de la Société (arrêté des comptes annuels et semestriels et revue des comptes trimestriels) et d'autres sujets qui peuvent nécessiter la réunion des administrateurs (tenue de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires, examen des projets de budgets annuels, etc.).

Préparation en interne des travaux du Conseil d'administration

Le processus mis en œuvre par le directeur général, sous la supervision du président du Conseil d'administration, pour la préparation des travaux du Conseil d'administration reflète une organisation interne destinée à donner en permanence une assurance raisonnable qu'en premier lieu, les opérations sont réalisées, sécurisées, optimisées et permettent ainsi à la Société d'atteindre ses objectifs de performance, de rentabilité et de sécurité, en second lieu, que les informations financières sont fiables et, enfin, que les lois et règlements applicables, ainsi que les directives internes de l'organisation qui sont propres à la Société ou communes à la Société et aux autres sociétés du groupe Total, sont respectées.

Information préalable des administrateurs

Total Gabon a mis en place un système d'information permettant, préalablement à chaque réunion du Conseil d'administration, de faire bénéficier régulièrement les administrateurs de la Société d'une information actualisée sur la marche des activités de la Société, en règle générale sur une base trimestrielle. En outre, l'information diffusée aux actionnaires de la Société dans les délais et selon les formes légalement requises est préalablement revue par le Conseil d'administration dès lors qu'elle concerne des matières qui relèvent de sa compétence.



Direction générale au 31 décembre 2008

En application des articles 415 à 461 et 477 à 493 de l'Acte uniforme du 17 avril 1997 (relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique institué dans le cadre de l'Ohada), l'exercice des fonctions de directeur général de la Société est dissocié de l'exercice des fonctions de président du Conseil d'administration de la Société.

Au 31 décembre 2008, la composition de la direction générale de Total Gabon était la suivante :

- ▶ directeur général : Jean-Philippe Magnan ;
- ▶ directeur général délégué : Jean-Claude Alévina ;
- ▶ directeur général adjoint : Lambert Ona Ovono (remplacé par Théodore Iyézé à compter du 1^{er} janvier 2009).

Procédures de contrôle interne mises en place par la Société au titre de l'exercice 2008

Du fait de sa situation de filiale indirecte de TOTAL S.A., la Société applique le référentiel de contrôle interne retenu pour l'ensemble du groupe Total.

Ce référentiel, qui est celui du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*, assigne au contrôle interne de la Société le soin de fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- ▶ la réalisation et l'optimisation des opérations de la Société ;
- ▶ la fiabilité des informations financières publiées par la Société ;
- ▶ la conformité des opérations de la Société aux lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de ce référentiel, l'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de la Société ainsi que les risques d'erreur et de fraude, en particulier dans les domaines comptables et financiers. Pour ce faire, le système de contrôle interne de la Société correspond aux règles du groupe Total. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

La mise en œuvre, au sein de la Société, du système de contrôle interne du groupe Total relève de la compétence du Conseil d'administration et de la direction générale de la Société. Pour ce faire, la Société adapte les règles et procédures du groupe

Total à sa taille et à son contexte, dans le respect des deux principes suivants :

- ▶ la mise en œuvre porte sur toutes les règles de contrôle interne définies par le groupe Total et qui sont d'application générale à l'ensemble du groupe, ou qui sont d'application générale à l'ensemble du secteur Amont du groupe Total (Exploration et Production) auquel la Société est opérationnellement rattachée ;
- ▶ cette mise en œuvre consiste à décliner ces règles d'application générale en procédures détaillées qui soient adaptées à la taille et au contexte local des opérations de la Société.

Enfin, l'exercice de ce contrôle devant pouvoir être assuré par toute personne au sein de la Société, les moyens sont mis en place pour garantir une large diffusion et connaissance de ces règles, principes d'action et procédures, notamment via le référentiel et le manuel d'organisation de Total Gabon.

Sur le plan fonctionnel, le système de contrôle interne de la Société, en conformité avec les règles du groupe Total en matière d'investissement, de financement, de comptabilité et de contrôle de gestion, s'appuie principalement sur un plan stratégique revu annuellement, un budget annuel et un plan de financement, un *reporting* financier mensuel analysant les écarts avec le budget annuel, la production des comptes sociaux annuels et semestriels de la Société et les procédures internes de contributions trimestrielles, semestrielles et annuelles aux comptes consolidés du groupe Total.

Sur le plan opérationnel, les activités quotidiennes de contrôle de la Société sont organisées autour des principaux cycles opérationnels (exploration et réserves, investissements, achats, production, inventaires, ventes, paie, trésorerie) et autour des systèmes d'information. S'agissant des risques industriels inhérents à ses activités, la Société s'efforce également de minimiser ces risques par la mise en place d'organisations adéquates qui lui sont propres, en particulier la réalisation d'inspections, ainsi que par la sensibilisation du personnel.

Par ailleurs, et de façon plus générale, il est régulièrement procédé à l'évaluation de ces risques externes et internes auxquels est soumise la Société. Pour évaluer la qualité de mise en œuvre par elle de ce système de contrôle interne, la Société s'appuie sur son service Audit interne (SAI), en liaison avec la direction de l'Audit interne du groupe Total dont le SAI est le correspondant direct au sein de la Société.



Dans ce cadre, le SAI a notamment pour mission permanente d'examiner l'efficacité et la cohérence du dispositif de contrôle interne de la Société, de formuler des recommandations visant à améliorer l'organisation et le fonctionnement de ce contrôle interne, ainsi que de veiller au respect de l'application des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la Société, d'en assurer le suivi et d'en proposer les révisions le cas échéant nécessaires. Un programme annuel des interventions du SAI est déterminé en fonction des besoins exprimés par la direction générale de la Société, en liaison avec les recommandations formulées par la direction de l'Audit interne du groupe Total, et celles formulées par les commissaires aux comptes de la Société qui procèdent aux vérifications légales dans le cadre de leur mission de certification des comptes.

Depuis 2006, du fait notamment de son appartenance au périmètre de consolidation comptable (par intégration globale) de TOTAL S.A., ont été mises en œuvre les modalités de mise en conformité du contrôle interne de la Société avec les exigences issues de la section 404 de la loi américaine *Sarbanes-Oxley*.

Enfin, la Société s'engage annuellement sur le respect des règles de contrôle interne et sur la sincérité de son information financière, en particulier à l'occasion de sa contribution aux comptes consolidés annuels du groupe Total, au travers d'une lettre d'affirmation (*representation letter*) interne destinée à la direction financière du groupe Total.

À ce dispositif de contrôle interne, s'ajoutent les contrôles effectués par les commissaires aux comptes de la Société, en particulier lors de la certification des comptes annuels et semestriels ainsi que lors de la revue des comptes trimestriels de la Société. En vertu de l'article 25 des statuts de la Société et conformément aux dispositions de l'article 702 de l'Acte uniforme entré en vigueur dans le cadre de l'Ohada, deux commissaires aux comptes titulaires et deux commissaires aux comptes suppléants, nommés par les actionnaires pour une période renouvelable de six années, exercent conjointement la mission de contrôle de la Société conformément aux dispositions des articles 710 à 727 de l'Acte uniforme.

Limitations apportées par le Conseil d'administration aux pouvoirs du directeur général de la Société

Aucune limitation particulière n'a été apportée par le Conseil d'administration aux pouvoirs du directeur général de la Société.

Toutefois le directeur général ne peut agir que dans la limite de l'objet social de la Société, et sous réserve des pouvoirs que l'Acte uniforme attribue expressément aux Assemblées générales d'actionnaires ou au Conseil d'administration, en particulier en matière d'augmentation et réduction du capital social, d'arrêt et approbation des comptes annuels et affectation du résultat. À ces limites légales, s'ajoute le mécanisme légal, repris à l'article 24 des statuts de la Société, d'autorisation préalable par le Conseil d'administration et de ratification par l'Assemblée générale des actionnaires, des conventions (autres que les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales) conclues par la Société avec l'un de ses mandataires sociaux, ou avec une autre entreprise ou personne morale qui appartient à un mandataire social de la Société ou dans laquelle un mandataire social de la Société exerce des fonctions de gestion, d'administration ou de direction (conventions réglementées).



Contrôle externe de la Société – commissaires aux comptes

Titulaires

► M. Robert VALIN

Immeuble Sonagar
Avenue du Colonel Parant
BP 2278 – Libreville, Gabon
Date de première nomination : 8 décembre 1999

Honoraires perçus⁽¹⁾ (en euros)

	en 2008	en 2007
• (A) Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux	67 200 ⁽²⁾	54 900
• (B) Missions accessoires ⁽³⁾	79 400	76 700
• (C) SOUS-TOTAL (A) + (B)	146 600	131 600
• (D) Autres prestations	103 500	135 000
• TOTAL (C) + (D)	250 100	266 600

(1) Y compris membres de leur réseau.

(2) Sous réserve de l'approbation, par l'Assemblée générale des actionnaires du 5 juin 2009 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2008, de la rémunération des commissaires aux comptes dans les conditions prévues aux articles 723 de l'Acte uniforme (Ohada) et 25 des statuts de la Société.

(3) Audit des liasses de consolidation pour l'établissement annuel, semestriel et trimestriel des comptes consolidés de TOTAL S.A.

► M. Claude AYO IGUENDHA

CAIF
BP 3125 – Libreville – Gabon
Date de première nomination : 8 décembre 1999

Honoraires perçus⁽¹⁾ (en euros)

	en 2008	en 2007
• (A) Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux	13 400 ⁽²⁾	13 000
• (B) Missions accessoires ⁽³⁾	0	0
• (C) SOUS-TOTAL (A) + (B)	13 400	13 000
• (D) Autres prestations	0	0
• TOTAL (C) + (D)	13 400	13 000

(1) Y compris membres de leur réseau.

(2) Sous réserve de l'approbation, par l'Assemblée générale des actionnaires du 5 juin 2009 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2008, de la rémunération des commissaires aux comptes dans les conditions prévues aux articles 723 de l'Acte uniforme (Ohada) et 25 des statuts de la Société.

Suppléants

► M. Jérôme MINLEND

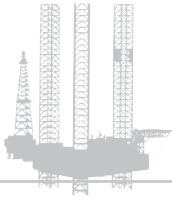
BP 443 – Douala – Cameroun
Date de première nomination : 8 juin 2001.

► Ernst & Young Gabon

Immeuble Sonagar
Avenue du Colonel Parant
BP 2278 – Libreville, Gabon
Date de première nomination : 8 décembre 1999.

Mandats des commissaires aux comptes

Les mandats des commissaires aux comptes titulaires et suppléants expirent à l'issue de l'Assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2010.



Le Comité directeur de Total Gabon



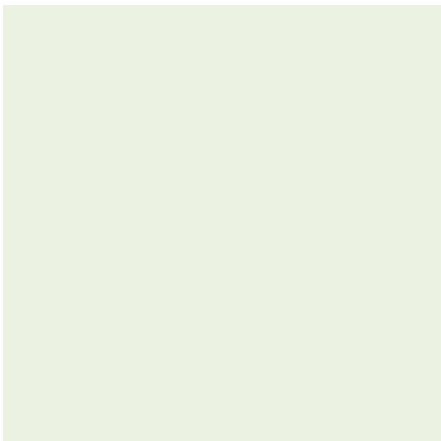
La Direction générale

Jean-Philippe Magnan (au centre)
directeur général

Jean-Claude Alévina (à gauche)
directeur général délégué

Lambert Ona Ovono (2^e en partant de la droite)
directeur général adjoint

Théodore Iyézé (1^{er} en partant de la droite)
remplace Lambert Ona Ovono à compter
du 1^{er} janvier 2009

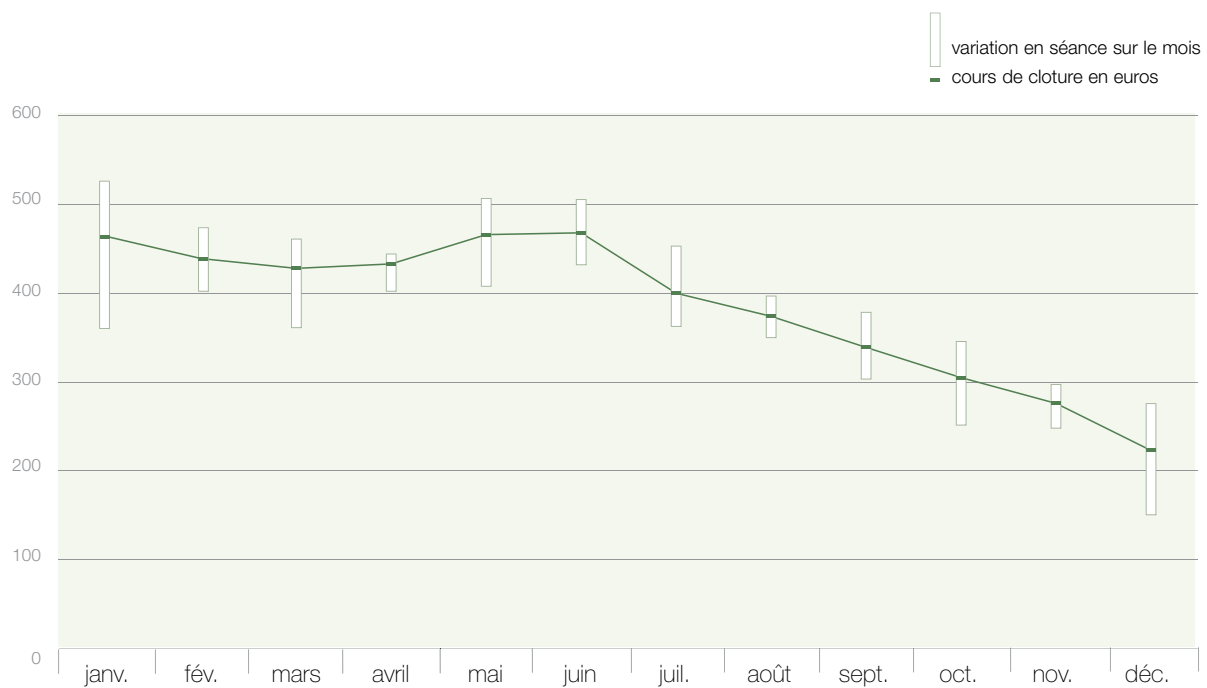


- ❶ **Denis Berthelot**
directeur des activités pétrolières
- ❷ **Jérôme André**
directeur financier
- ❸ **Jean-François Dagnaud**
directeur juridique/associations
- ❹ **Cyriaque Bibang**
directeur des Ressources humaines
- ❺ **Jules-Maurice Berre**
chef de la division Communication
et Relations externes
- ❻ **Philippe Théry**
chef de la division Hygiène sécurité
environnement

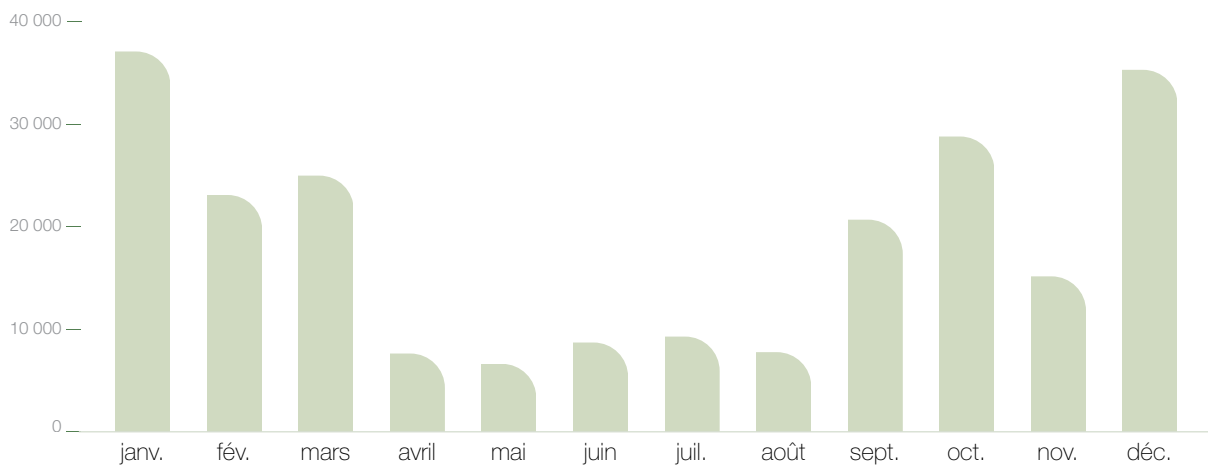


Total Gabon et ses actionnaires

Évolution mensuelle du cours de l'action pour l'année 2008



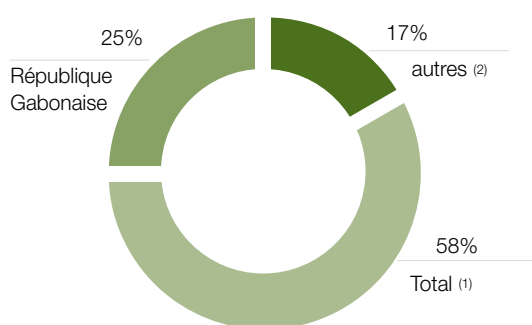
Évolution mensuelle des volumes de titres échangés





Structure du capital de Total Gabon

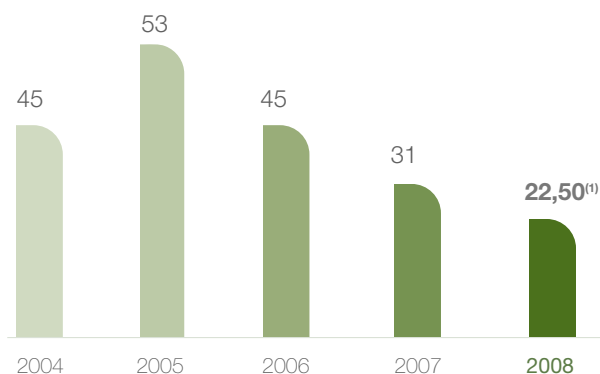
au 31 décembre 2008



(1) à travers sa filiale Elf Aquitaine qui détient 58,28 % du capital.
 (2) y compris la part correspondant aux actionnaires minoritaires d'Elf Aquitaine.

Dividende net par action

en dollars US



(1) sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale du 5 juin 2009

Place de cotation de l'action Total Gabon

Bourse de Paris (Euronext Paris S.A.)

- Type de cotation :
Actions ordinaires – Cotation en continu
Règlement non différé
- Marché de cotation :
Euronext Paris – Valeurs étrangères
- Codes : ISIN : GA0000121459
Reuters : EGAB.PA
Bloomberg : EC : FP
Mnemo : EC

Service titre et dividende

Banque assurant le service du titre :

CACEIS Corporate Trust
 14, rue Rouget-de-Lisle
 92130 Issy-les-Moulineaux

Accueil actionnaires :

Tél. : +33 (0)1 57 78 34 44
 Fax : +33 (0)1 49 08 05 80
 E-mail : ct-contact@caceis.com

Courrier des actionnaires de Total Gabon

Actionnaires domiciliés au Gabon
 Boulevard de la République BP 2093
 Libreville
 Gabon

Actionnaires domiciliés hors du Gabon

Tour Coupole - Bureau 11D43
 2 place Jean Millier
 92078 Paris La Défense Cedex
 France
 Tél. : +33 (0)1 47 44 67 00
 E-mail : ep-ga-sgl.actionariat-total-gabon@total.com

Site internet

Total Gabon met à la disposition de ses actionnaires sur son site internet, www.total-gabon.com, les informations notamment financières de la Société actualisées tout au long de l'année. Figurent ainsi sur toutes les informations réglementées notamment : le Rapport financier annuel, le Rapport financier semestriel, l'information financière trimestrielle ainsi que les communiqués de presse.



Les éléments financiers



- 47 Introduction et présentation générale
- 48 Rapports des commissaires aux comptes

États Financiers

- 50 Bilan au 31 décembre 2008
- 52 Compte de résultat
- 54 Tableau financier des ressources et des emplois (Tafire)
- 56 Variation des capitaux propres

État Annexé

- 57 Règles et méthodes comptables
- 60 Informations complémentaires sur le bilan
- 63 Informations sur le compte de résultat
- 65 Informations complémentaires sur les engagements reçus et donnés
- 65 Informations complémentaires sur les parties liées
- 66 Tableau des résultats des cinq derniers exercices



Introduction et présentation générale

Les données financières qui sont présentées dans les pages suivantes reprennent les états financiers certifiés par les commissaires aux comptes

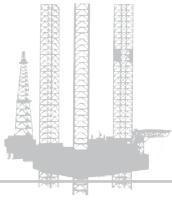
Les comptes annuels de la Société ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis dans l'Acte comptable de l'Ohada (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) portant sur l'organisation et l'harmonisation des comptabilités, à l'exception de quelques dérogations liées, d'une part, à la spécificité du secteur pétrolier et, d'autre part, à l'application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de ses avenants.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2008 sont arrêtés selon les mêmes méthodes que ceux de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

En application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de l'avenant N° 29 du 10 mars 1994, et conformément aux dispositions de l'article 916 alinéa 1 de l'Acte uniforme Ohada, la comptabilité de la Société est tenue en dollar américain.

La comptabilisation aux normes Ohada (dont les principaux éléments relatifs aux règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement du présent Rapport financier annuel sont rappelés ci-après) est pour l'essentiel, en ligne avec le Plan comptable général français de 1982.

L'unité de présentation des états financiers est le millier de dollars.



Rapport général des commissaires aux comptes

Sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- ▶ le contrôle des comptes annuels de la société Total Gabon, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre examen conformément aux dispositions de l'Acte uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du G.I.E. et aux normes d'audit généralement admises dont l'application résulte de l'acte Udeac du 18 décembre 1982. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages, ou au moyen d'autres méthodes de

sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les états financiers annexés au présent rapport sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société au 31 décembre 2008, conformément aux principes comptables décrits dans la note sur les états financiers.

2 – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par l'Acte uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du G.I.E.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Libreville et Paris-La Défense, le 23 mars 2009

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Claude Ayo-Iguendha

Robert VALIN



Rapport spécial des commissaires aux comptes

Sur les conventions et engagements réglementés établi en application de l'article 442 de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique (G.I.E)

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article 440 de l'Acte uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du G.I.E., nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes des articles 438 à 448 de cet Acte uniforme, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1 – Conventions conclues au cours de l'exercice et préalablement autorisées

Aucune convention nouvelle n'est intervenue durant l'exercice 2008.

2 – Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application de l'article 440 de l'Acte uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du G.I.E., nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

a. – Avec la société *Socap International Limited*

Votre société a facturé à *Socap International Limited* la part de pétrole exporté pour un total de 1 625 M\$.

b. – Avec la société *Total Participations Pétrolières Gabon*

Votre société a continué d'assurer la gestion des associations sur les différents permis où elle était associée avec la société *Total Participations Pétrolières Gabon* (filiale à 100% de la société *Elf Aquitaine* qui a reçu sous forme d'apport les actifs pétroliers détenus par la société *Elf Aquitaine* au Gabon).

Au cours de cet exercice, votre société lui a facturé (au prix de revient majoré des frais généraux) sa quote-part de dépenses d'investissements, de frais de production et de transport de brut pour un montant total de 60 M\$.

c. – Avec la société *TOTAL S.A.*

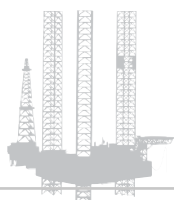
La société *TOTAL S.A.* a facturé à votre société son assistance technique, intellectuelle, administrative et commerciale, y compris les frais de personnel expatrié, pour un total de 112 M\$ correspondant au coût de revient des prestations fournies.

Libreville et Paris-La Défense, le 23 mars 2009

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Claude Ayo-Iguendha

Robert VALIN



Bilan au 31 décembre 2008

Exercice d'une durée de 12 mois, clos le 31 décembre 2008

ACTIF (en milliers de dollars US)

	Montant brut	Amort./Prov.	2008 Montant net	2007 Montant net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	1 680 814	1 652 132	28 682	44 214
• Frais de recherche et de développement	34 688	34 688	-	3
• Exploration pétrolière et minière	1 257 072	1 257 072	-	-
• Concessions et droits similaires, brevets, licences	376 334	349 685	26 649	41 741
• Logiciel	12 720	10 687	2 033	2 470
Immobilisations corporelles	4 047 312	3 232 374	814 938	589 907
• Terrains	27 563	25 955	1 608	1 526
• Bâtiments	59 240	44 899	14 341	9 891
• Sondages d'exploitation, installations et agencements	3 809 367	3 044 019	765 348	553 662
• Autres immobilisations corporelles	151 142	117 501	33 641	24 828
Immobilisations financières	178 208	3 089	175 119	147 536
• Titres de participation	460	363	97	97
• Autres immobilisations financières	177 748	2 726	175 022	147 439
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	5 906 334	4 887 595	1 018 739	781 657
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	154 075	31 925	122 150	112 586
• Matières premières et autres approvisionnements	101 357	16 643	84 714	80 490
• Quote-part sur stocks associés	15 164	4 305	10 859	9 100
• Produits intermédiaires et finis	37 554	10 977	26 577	22 996
Créances et emplois assimilés	312 945	563	312 382	548 554
• Fournisseurs, avances versées	12 677	-	12 677	10 025
• Clients	235 074	563	234 511	467 120
• Autres créances	65 194	-	65 194	71 409
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	467 020	32 488	434 532	661 140
• Disponibilités	332 069	-	332 069	65 279
TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	332 069	-	332 069	65 279
TOTAL TRÉSORERIE GÉNÉRAL (I+II+III)	6 705 423	4 920 083	1 785 340	1 508 076

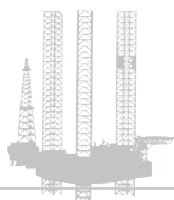


Bilan au 31 décembre 2008

Exercice d'une durée de 12 mois, clos le 31 décembre 2008

PASSIF AVANT RÉPARTITION *(en milliers de dollars US)*

	2008	2007
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Capital	76 500	76 500
Primes et réserves	502 645	308 660
• Réserve légale	15 300	15 300
• Autres réserves	136	136
• Report à nouveau	487 209	293 224
Résultat net de l'exercice	381 110	334 404
Autres capitaux propres	54 770	43 476
• Provisions réglementées et fonds assimilés	54 770	43 476
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 015 025	763 040
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
• Emprunts et dettes financières diverses	107 000	-
• Provisions financières pour risques et charges	325 769	285 446
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	432 769	285 446
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	1 447 794	1 048 486
PASSIF CIRCULANT		
• Fournisseurs d'exploitation	176 956	200 985
• Dettes fiscales	23 425	174 358
• Dettes sociales	11 833	6 560
• Associés dans le cadre de conventions particulières et autres dettes	44 294	28 916
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	256 508	410 819
• Concours bancaires et soldes créditeurs de banque	81 038	48 771
TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)	81 038	48 771
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	1 785 340	1 508 076



Compte de résultat

CHARGES 1^{ÈRE} PARTIE (en milliers de dollars US)

	2008	2007
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
• Achats de matières premières et autres approvisionnements (1)	58 289	66 208
• Autres achats et sur/sous enlèvements (2)	40 105	32 396
• Variation de stocks (3)	512	-22 567
• Transports	96 632	63 839
• Services extérieurs	670 020	503 963
• Impôts, taxes et versements assimilés	364 588	313 229
• Autres charges	1 022	1 634
Sous-total (4)	1 231 168	958 702
Charges de personnel	105 302	90 722
<i>dont personnel extérieur</i>	30 749	30 606
Dotations aux amortissements et aux provisions	438 268	281 855
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 774 738	1 331 279

PRODUITS 1^{ÈRE} PARTIE (en milliers de dollars US)

	2008	2007
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
• Ventes - hydrocarbures	1 764 674	1 419 652
• Travaux, services vendus	7 057	36 315
Chiffre d'affaires (5)	1 771 731	1 455 967
<i>dont à l'exportation</i>	1 625 334	1 285 630
• Production stockée - hydrocarbures (6)	14 558	4 570
• Production immobilisée (7)	544 571	405 742
<i>dont part société</i>	506 302	377 796
<i>dont part tiers associés</i>	38 269	27 946
Marge brute sur matières = (5+6+7-1-2-3)	2 231 954	1 790 242
• Autres produits et frais d'exploitation à charge de tiers (8)	109 886	96 073
Valeur ajoutée = (5+6+7+8-4)	1 209 578	1 003 650
Excédent brut d'exploitation	1 104 276	912 928
• Reprise de provisions	87 994	55 934
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	2 528 740	2 018 286
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (bénéfice)	754 002	687 007



Compte de résultat

CHARGES 2^{ÈME} PARTIE (en milliers de dollars US)

	2008	2007
REPORT TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 774 738	1 331 279
ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
• Frais financiers	14 838	475
• Pertes de change	8 199	-
• Dotation aux amortissements et aux provisions	7 049	-
Total des charges financières	30 086	475
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1 804 824	1 331 754
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)		
• Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	173	-
• Charges HAO	4 588	-
Total des charges HAO	4 761	-
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS		
• Impôts sur les sociétés	362 599	368 928
Total impôts	362 599	368 928
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	2 172 184	1 700 682

PRODUITS 2^{ÈME} PARTIE (en milliers de dollars US)

	2008	2007
REPORT TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	2 528 740	2 018 286
ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
• Revenus financiers	6 941	10 887
• Gains de change	6 867	5 798
• Reprises de provisions	-	-
Total des produits financiers	13 808	16 685
RÉSULTAT FINANCIER	-16 278	16 210
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	2 542 548	2 034 971
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	737 724	703 217
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)		
• Produits des cessions d'immobilisations	3 664	-
• Produits HAO	7 082	115
Total des produits HAO	10 746	115
RÉSULTAT HAO	5 985	115
TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	2 553 294	2 035 086
RÉSULTAT NET	381 110	334 404

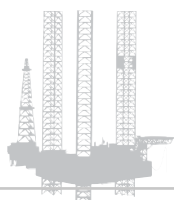


Tableau financier des ressources et des emplois (Tafire)

1^{ÈRE} PARTIE Détermination des soldes financiers de l'exercice 2008 (en milliers de dollars US)

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)

		Excédent brut d'exploitation	1 104 276
• Frais financiers	14 838	• Revenus financiers	6 941
• Pertes de change	8 199	• Gains de change	6 867
• Charges HAO	4 588	• Produits HAO	7 082
• Impôts sur résultat	362 599		
TOTAL (I)	390 224	TOTAL (II)	1 125 166

	2008	Rappel 2007
CAFG : Total (II) - Total (I) =	734 942	560 325
• Distribution de dividendes	140 419	203 071
AUTOFINANCEMENT (AF)	594 523	357 254

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (BFE) entre 2007 et 2008

	Emplois Augmentation (+)	Ressources Diminution (-)	Emplois Diminution (-)	Ressources Augmentation (+)
A - variation des stocks			C - variation des dettes circulantes	
• Marchandises	-	-	• Clients, avances reçues	-
• Matières premières	2 255	-	• Fournisseurs d'exploitation	24 029
• En cours	-	-	• Dettes fiscales	150 933
• Produits fabriqués	14 558	-	• Dettes sociales	-
variation globale nette des stocks	16 813	-	• Autres dettes	15 378
			• Risques provisionnés	-
B - variation des créances			variation globale nette des dettes circulantes	154 311
• Fournisseurs, avances versées	2 652	-		
• Clients	-	232 609		
• Autres créances	-	6 215		
variation globale nette des créances	-	236 172	VARIATION DU BFE = A+B+C	-
				- 65 048

	2008	Rappel 2007
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (ETE)		
• Excédent brut d'exploitation	1 104 276	912 928
• Variation du BFE (- si emploi ; + si ressources)	65 048	23 901
• Production immobilisée	-544 571	- 405 742
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	624 753	531 087

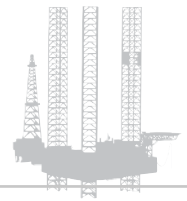


Tableau financier des ressources et des emplois (Tafire)

2^{ÈME} PARTIE Tableau financier des ressources et des emplois (Tafire) (en milliers de dollars US)

	2008		2007	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I - INVESTISSEMENTS ET DÉINVESTISSEMENTS				
Croissance interne				
• Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	508 129	3 664	379 277	-
<i>Exploration</i>	64 728	-	9 012	-
<i>Développement</i>	435 811	2 142	361 542	-
<i>Investissements généraux</i>	7 590	1 522	8 723	-
Croissance externe				
• Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	33 856	6 273	19 239	6 495
I - INVESTISSEMENT TOTAL	532 048	-	392 021	-
II - VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION	-	65 048	-	23 901
A- EMPLOIS ÉCONOMIQUES À FINANCER	467 000	-	368 120	-
III - EMPLOIS/RESSOURCES	-	-	-	-
IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS ⁽¹⁾	-	-	-	-
B- EMPLOIS TOTAUX À FINANCER	467 000	-	368 120	-
V - FINANCEMENT INTERNE	140 419	734 942	203 071	560 325
• Dividendes (emplois)/CAFG (ressources)	140 419	734 942	203 071	560 325
VI - FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES	-	-	-	-
VII - FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS ⁽²⁾	-	107 000	-	-
C- RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	-	701 523	-	357 254
D- EXCÉDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)	-	234 523	10 866	-
VIII - VARIATION DE LA TRÉSORERIE				
• Trésorerie nette				
à la clôture de l'exercice	251 031	-	16 508	-
à l'ouverture de l'exercice	16 508	-	27 374	-
VARIATION TRÉSORERIE	234 523	-	-	10 866

(1) Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières à l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII.

(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois.



Variation des capitaux propres au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars US)

	Capital	Primes & réserves	Provisions réglementées	Résultat	Total des capitaux propres
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2008	76 500	308 660	43 476	334 404	763 040
• Affectation du résultat précédent	-	334 404	-	-334 404	-
• Distribution Dividendes	-	-140 419	-	-	-140 419
• Résultat de l'exercice	-	-	-	381 110	381 110
• Provision PID - PIH ⁽¹⁾	-	-	11 294	-	11 294
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2008	76 500	502 645	54 770	381 110	1 015 025

(1) Dont dotation de l'exercice : 50 480 K\$ et reprise : 39 186 K\$



Etat annexé

Règles et méthodes comptables

Immobilisations incorporelles

Ces immobilisations comprennent :

- ▶ des dépenses de géologie et de géophysique ;
- ▶ des forages d'exploration ;
- ▶ des droits miniers.

Dépenses de géologie et de géophysique

Les dépenses de géologie, de géophysique et de sondages d'exploration sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et regroupées dans le poste « Exploration pétrolière et minière ». Ces dépenses sont amorties à 100% l'année de leur engagement.

Forages d'exploration

Les puits d'exploration sont immobilisés et comptabilisés dans la rubrique « Exploration pétrolière et minière ».

Les puits d'exploration sont amortis à 100% l'année du forage.

Lorsqu'un puits est utilisé lors du développement d'un champ, l'amortissement précédemment pratiqué au titre de l'exploration est repris. Ce puits est alors amorti à compter de la date de mise en production du champ.

Droits miniers

- ▶ Les droits miniers sont dits « non prouvés » si les droits acquis ne donnent pas directement accès à des réserves prouvées. Ces droits comprennent principalement des bonus de signature, qui sont des dépenses engagées pour obtenir le droit d'explorer ou d'exploiter les hydrocarbures sur une zone spécifique.

Les droits miniers non prouvés sont immobilisés et comptabilisés en immobilisations incorporelles, sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences ».

Les droits miniers non prouvés sont amortis à 100% l'année de leur acquisition.

- ▶ Les droits miniers sont dits « prouvés » si les droits acquis permettent l'accès à des réserves prouvées. Les droits prouvés comprennent principalement des bonus de signature tels que définis ci-dessus et des bonus de production, payés à l'occasion de l'atteinte de seuils de production relatifs à une période (à la hausse comme à la baisse), ou de seuils de production cumulée.

- Bonus de signature :

Les bonus de signature donnant accès à des réserves prouvées sont immobilisés sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences ». Les bonus de signature sont amortis selon les clauses prévues par la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants.

- Bonus de production :

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences » dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées. Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'exploitation en partage de production.



Immobilisations corporelles

Les coûts de développement et de production, incluant les coûts de forage de puits de développement et les coûts engagés pour la construction de capacités de production, sont immobilisés et regroupés en immobilisations corporelles.

Ces immobilisations corporelles techniques spécifiques à l'activité sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les amortissements relatifs à ces immobilisations techniques spécifiques à l'activité sont calculés conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants (dont l'avenant 31, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2008), selon le mode linéaire, en fonction des taux prévus par ladite convention et ses avenants.

Les amortissements relatifs aux autres immobilisations sont également calculés selon le mode linéaire, conformément aux dispositions du Code général des contributions directes et indirectes et de l'arrêté N°00176/MFBP/DG-CDI/SG pris par le ministre des Finances gabonais le 3 août 1992.

Les immobilisations en cours (installations, forages de développement) sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production par la Société. Elles sont virées en immobilisations à la date de mise en service.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières regroupent les titres de participation et avances liées ainsi que les montants placés sur les comptes bloqués en prévision des travaux futurs de restitution des sites.

Les participations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les provisions sont constituées en fonction des dernières informations connues sur la situation d'inventaire de la Société.

Stocks et en-cours

Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires majorés des frais de douane et de transit.

Une provision pour dépréciation des stocks de matières consommables est constatée en fonction de l'ancienneté des stocks.

Stocks de produits intermédiaires et finis

Les produits finis (hydrocarbures) sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champ, le transport et l'amortissement des biens concourants à la production, ainsi que la redevance de production. Une provision pour dépréciation des stocks d'hydrocarbures est constatée par actif et par produit lorsque le coût de production est supérieur à la valeur nette de réalisation à la clôture.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en devises sont évaluées au cours de la date de clôture de l'exercice. Les écarts sur le taux de change résultant de cette évaluation sont comptabilisés au bilan dans un compte d'écart de conversion.

Disponibilités

Les disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice, le gain ou la perte de change est inscrit dans les charges et produits financiers de l'exercice clos.

Provisions réglementées

Conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et à ses avenants, les provisions réglementées comprennent une Provision pour investissements diversifiés (PID) et une Provision pour investissements dans les hydrocarbures (PIH) dont les montants annuels ne peuvent excéder un pourcentage déterminé du chiffre d'affaires sous régime convention de la Société. La dotation de l'exercice figure en charges d'exploitation ordinaire. Les utilisations de l'exercice font l'objet de reprises de provisions à due concurrence comptabilisées en produits d'exploitation ordinaire.



Provisions pour restitution des sites

Suivant les règles en vigueur dans la profession, les travaux futurs pour abandon de puits et restitution des sites font l'objet d'un chiffrage prévisionnel. Les coûts qui en résultent, sont corrigés de l'inflation jusqu'à la date prévue des travaux et provisionnés progressivement en fonction de la durée de vie des champs ou de la date prévue des travaux, selon une formule de calcul contractuelle, établie dans :

- ▶ l'avenant 31 à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 pour les champs régis par la Convention ;
- ▶ les Contrats d'exploitation et de partage de production pour les champs opérés sous le régime de partage de production.

Les montants provisionnés sont placés sur des comptes bancaires dédiés.

La dotation annuelle de la provision tient compte du rythme de capitalisation des intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés.

La dotation aux provisions est comptabilisée en charges d'exploitation.

Les intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés sont comptabilisés en produits financiers.

Autres provisions pour risques et charges

Bonus de production

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences » dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'exploitation en partage de production.

Provision pour Congé d'attente retraite (CAR)

Cette provision couvre les coûts de maintien partiel du salaire des personnels partis en préretraite. Elle est reprise chaque année au prorata des indemnités versées au personnel qui en bénéficie.

Provision pour indemnité de service rendu (ISR)

Cette provision, fondée sur les dispositions des accords collectifs d'entreprise du 21 octobre 1994 révisés en février 2006, est calculée sur la moyenne du salaire global des douze derniers mois par année de présence continue suivant les hypothèses et les taux en fonction de l'ancienneté ci-dessous :

- ▶ Taux d'actualisation : 5,25%
- ▶ Augmentation du salaire de base : 2,4%
- ▶ Taux d'inflation : 5%

Jusqu'à 15 ans	30%
De 16 ans jusqu'à 25 ans	35%
De 26 ans jusqu'à 30 ans	40%
Au delà de 31 ans	45%

Intéressement des salariés

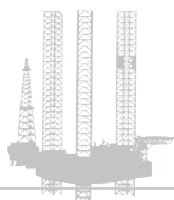
L'intéressement calculé suivant les dispositions du protocole d'accord signé le 29 juin 2005 par les délégués du personnel et la direction de la Société est comptabilisé dans les charges de personnel.

Impôts

La charge présentée au compte de résultat est une charge (ou un produit) d'impôt courant comprenant :

- ▶ la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux champs opérés sous le régime de la Convention. Le taux d'imposition appliqué au résultat généré par ces activités est de 76,5% en 2008 (73% en 2007) ;
- ▶ la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux activités non rattachées à la production d'hydrocarbures (essentiellement des produits financiers sur placements). Le taux d'imposition appliqué à ces activités s'élève à 35%.

Cette charge (ou ce produit) d'impôt ne comprend pas la charge de dotation aux Provisions pour Investissements Diversifiés (PID) et aux Provisions pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH), intégralement comptabilisée en résultat d'exploitation.



Informations complémentaires sur le bilan

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

ACTIF IMMOBILISÉ (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Montant brut à l'ouverture de l'exercice	B		C Cession Scissions hors service	D=A+B-C Montant brut à la clôture de l'exercice
		Acquisitions Apports Créations	Virements de poste en poste + ou -		
Immobilisations incorporelles	1 616 708	65 483	-3	1 375	1 680 814
• Frais de recherche et de développement	14 689	20 002	-3	-	34 688
• Exploration pétrolière et minière	1 212 346	44 725	-	-	1 257 072
• Concessions et droits similaires, brevets et licences	377 271	438	-	1 375	376 334
• Logiciel	12 402	318	-	-	12 720
Immobilisations corporelles	3 605 419	442 646	3	756	4 047 312
• Terrains	27 326	237	-	-	27 563
• Bâtiments	53 383	5 863	750	756	59 240
• Sondages d'exploitation, installations et agencements	3 389 055	419 832	480	-	3 809 367
• Autres immobilisations corporelles	135 655	16 714	-1 227	-	151 142
Immobilisations financières	150 625	33 856	-	6 273	178 208
• Titres de participation	460	-	-	-	460
• Autres immobilisations financières	150 165	33 856	-	6 273	177 748
TOTAL GÉNÉRAL	5 372 752	541 985	-	8 404	5 906 334

Nota : Aucun bien pris en crédit bail et contrats assimilés. Les autres immobilisations financières sont constituées des fonds de restitution des sites et des prêts aux collaborateurs ; le montant des prêts remboursés au cours de l'exercice s'élève à 6,3 M\$.

AMORTISSEMENTS (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions Amortissements des éléments sortis de l'actif	D=A+B-C Cumul des amortissements à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 572 494	81 011	1 374	1 652 132
• Frais de recherche et de développement	14 686	20 002	-	34 688
• Exploration pétrolière et minière	1 212 346	44 725	-	1 257 072
• Concessions et droits similaires, brevets et licences	335 530	15 529	1 374	349 685
• Logiciel	9 932	755	-	10 687
Immobilisations corporelles	3 015 512	217 445	583	3 232 374
• Terrains	25 800	155	-	25 955
• Bâtiments	43 492	1 990	583	44 899
• Sondages d'exploitation, installations et agencements	2 835 393	208 626	-	3 044 019
• Autres immobilisations corporelles	110 827	6 674	-	117 501
TOTAL GÉNÉRAL	4 588 006	298 456	1 957	4 884 506



Informations complémentaires sur le bilan

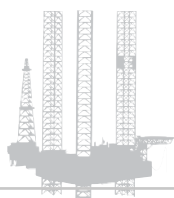
Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES DE CESSION ET RÉFORMES D'ACTIFS *(en milliers de dollars US)*

	A	B	C=A-B	D	E=D-C
	Montant brut	Amortissements pratiques	Valeur comptable nette	Prix de cession	Plus ou moins value
Immobilisations incorporelles	1 375	1 375	-	2 142	2 142
Immobilisations corporelles	756	583	173	1 522	1 349
Immobilisations financières	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	2 131	1 958	173	3 664	3 491

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN *(en milliers de dollars US)*

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Provisions à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations	C Diminutions Reprises	D=A+B-C Provisions à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques et charges	69 648	33 515	35 151	68 012
Provisions pour restitution de sites	215 797	44 671	2 711	257 757
Provisions au passif (I)	285 445	78 186	37 862	325 769
Provisions financières	3 089	-	-	3 089
• sur titres de participation	363	-	-	363
• sur prêts et avances	2 726	-	-	2 726
Dépréciations des stocks	24 674	11 340	4 089	31 925
• Produits finis	-	10 977	-	10 977
• Matières premières et autres approvis.	20 732	-	4 089	16 643
• Sur stocks associés	3 942	363	-	4 305
Dépréciations et risques provisionnés (Tiers)	563	-	-	563
Provisions en moins à l'actif (II)	28 326	11 340	4 089	35 577
TOTAL (I+II)	313 771	89 526	41 951	361 346



Informations complémentaires sur le bilan

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *(en milliers de dollars US)*

CRÉANCES	Montant brut	Analyse par échéances			A plus de 2 ans
		A 1 an au plus	Dont échues	A plus d'1 an et à 2 ans au plus	
Créances de l'actif immobilisé (I)	178 208	-	-	-	178 208
• Prêts ⁽¹⁾	10 154	-	-	-	10 154
• Créances rattachées à des participations	2 360	-	-	-	2 360
• Autres immobilisations financières ⁽²⁾	165 694	-	-	-	165 694
Créances de l'actif circulant (II)	312 945	312 945	17 730	-	-
• Avances Fournisseurs	12 677	12 677	-	-	-
• Clients et comptes rattachés ⁽³⁾	235 074	235 074	17 730	-	-
• Personnel	3 246	3 246	-	-	-
• Sécurité sociale et organismes sociaux	-	-	-	-	-
• État	25 731	25 731	-	-	-
• Organismes internationaux	-	-	-	-	-
• Associés et Groupe	35 030	35 030	-	-	-
• Débiteurs divers	1 187	1 187	-	-	-
TOTAL (I + II)	491 153	312 945	17 730	-	178 208

(1) Prêts accordés en cours d'exercice : 7 356 k\$. Remboursements obtenus en cours d'exercice : 6 273 k\$. (2) Au 31/12/2008, placements pour restitution des sites en cours d'exercice : 25 966 k\$. (3) Au 31/12/2008, entreprises liées : Socap 172 898 k\$ et Sogara 28 968 k\$.

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *(en milliers de dollars US)*

DETTES	Montant brut	Analyse par échéances			A plus de 2 ans
		A 1 an au plus	Dont échues	A plus d'1 an et à 2 ans au plus	
Dettes financières et ressources assimilées	107 000	-	-	-	107 000
• Emprunts et dettes des établissements de crédit ⁽¹⁾	107 000	-	-	-	107 000
Dettes du passif circulant	256 508	256 508	-	-	-
• Fournisseurs et comptes rattachés	176 956	176 956	-	-	-
• Clients	-	-	-	-	-
• Personnel	10 215	10 215	-	-	-
• Sécurité sociale et organismes sociaux	1 618	1 618	-	-	-
• État	23 425	23 425	-	-	-
• Associés et Groupe	41 994	41 994	-	-	-
• Crédoeurs divers	2 300	2 300	-	-	-
TOTAL (I + II)	363 508	256 508	-	-	107 000

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice : 107 M\$. Emprunts remboursés en cours d'exercice : 0



Informations sur le compte de résultat

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

CHIFFRE D'AFFAIRES - SYNTHÈSE (en milliers de dollars US)

	2008		2007	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant
• Ventes de Brut (millions de barils)	19,62	1 758 848	21,17	1 410 493
• Ventes de Gaz (millions de m ³)	34,00	5 826	112,11	9 159
• Travaux, Services vendus	-	7 057	-	36 315
CHIFFRE D'AFFAIRES	-	1 771 731	-	1 455 967

PRODUCTION IMMOBILISÉE (en milliers de dollars US)

	2008	2007
	Montant	Montant
• Total Gabon EXPLORATION	64 728	9 012
• Total Gabon INVESTISSEMENTS	441 574	368 784
Production immobilisée part Total Gabon	506 302	377 796
• Q/P Associés EXPLORATION	-	-
• Q/P Associés INVESTISSEMENTS	38 269	27 946
Production immobilisée Q/P Associés	38 269	27 946
TOTAL	544 571	405 742

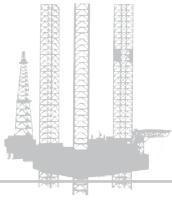
PRODUITS FINANCIERS (en milliers de dollars US)

	2008	2007
	Montant	Montant
• Produits financiers sur comptes bloqués	5 473	8 273
• Produits financiers sur prêts et avances aux sociétés	1 105	2 251
• Refacturation frais financiers sur stocks	363	363
• Gains de change	6 867	5 798
Total	13 808	16 685

CHARGES FINANCIÈRES (en milliers de dollars US)

• Charges et commissions bancaires	11 087	475
• Frais bancaires	213	-
• Intérêts sur emprunt	3 538	-
• Pertes de change	8 199	-
• Dotations aux provisions RES	7 049	-
Total	30 086	475

TOTAL RÉSULTAT FINANCIER	-16 278	16 210
---------------------------------	----------------	---------------



Informations sur le compte de résultat

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

DÉTAIL DE CERTAINS POSTES D'EXPLOITATION DU COMPTE DE RÉSULTAT *(en milliers de dollars US)*

	2008	2007
• Frais de transports y.c. mobilisation et démobilisation	96 632	63 839
• Assurances	9 094	8 259
• Redevances	314 609	247 007
• Autres impôts et taxes y.c. Bonus	13 296	31 170
• Dons et subventions	383	56
• Salaires et traitements	105 302	90 722
<i>Salaires et charges sociales</i>	<i>73 730</i>	<i>60 270</i>
<i>Variation provision congés payés</i>	<i>823</i>	<i>-154</i>
<i>Personnel intérimaire et contracté</i>	<i>30 749</i>	<i>30 606</i>



Informations complémentaires sur les engagements reçus et donnés

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

ENGAGEMENTS HORS BILAN (en milliers de dollars US)

	2008	2007
Engagements reçus	3 067	3 066
• Fournisseurs-garanties bancaires	3 067	3 066
Engagements donnés	19 098	5 327
• Cautions vis-à-vis du personnel	1 670	3 195
• Cautions douanières	17 428	2 132
TOTAL	22 165	8 393

Montants en \$ obtenus par conversion au taux de clôture 2008 soit un euro = 1,39170 \$

Informations complémentaires sur les parties liées

Exercice du 01/01/2008 au 31/12/2008

BILAN (en milliers de dollars US)

	2008	2007
Créances		
• Clients et comptes rattachés	172 898	349 537
• Autres créances	7 954	14 219
Dettes		
• Fournisseurs et dettes diverses	37 334	10 979

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers de dollars US)

• Ventes	1 625 334	1 285 630
• Autres produits	59 506	39 015
• Autres charges	142 649	109 579

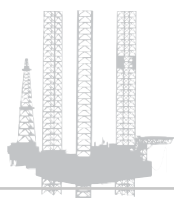


Tableau des résultats (2004/2008)

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année

RÉPARTITION DU RÉSULTAT ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DES CINQ DERNIERS EXERCICES (en milliers de dollars US)

	2008	2007	2006	2005	2004
Structure du capital à la clôture de l'exercice					
• Capital social (k\$)	76 500	76 500	76 500	76 500	76 500
• Actions ordinaires (nombre)	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Opérations et résultats de l'exercice (k\$)					
• Chiffre d'affaires hors-taxes	1 771 731	1 455 967	1 279 310	1 140 888	879 711
• Résultat des activités ordinaires (RAO) hors dotations et reprises des provisions d'exploitation et financières	1 104 276	912 928	797 337	721 220	548 931
• Impôt sur le résultat	362 599	368 928	338 718	298 804	203 646
• Résultat net	381 110	334 404	326 384	316 844	241 504
Résultat par action					
• Résultat distribué ⁽¹⁾ (k\$)	101 375	140 419	203 071	238 980	202 689
• Dividende net attribué à chaque action ⁽¹⁾ (\$)	22,50	31	45	53	45
Personnel et politique salariale					
• Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice (n.c. agents en congés d'attente retraite (nombre))	451	439	417	414	409
• Masse salariale distribuée au cours de l'exercice (k\$)	66 070	52 235	41 835	36 259	35 331
• Avantages sociaux versés au cours de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales) (k\$)	7 660	8 035	10 269	9 561	8 111
• Personnel extérieur facturé à l'entreprise (k\$)	30 749	30 606	25 196	23 503	23 476

(1) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale du 5 juin 2009 au titre de l'exercice 2008.

Autres informations

Le capital social de Total Gabon s'élève à soixante seize millions cinq cent mille (76 500 000) dollars US, composé de quatre millions cinq cent mille (4 500 000) actions de dix sept (17) dollars US chacune. Il est détenu à hauteur de 58% par le groupe Total, de 25% par la République Gabonaise et de 17% par les autres actionnaires.

Le montant global des indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil d'administration de la Société s'est élevé, en 2008, à 140 000 000 francs CFA.

Dans le cadre de l'accord de financement d'un montant de 600 M\$ signé le 9 avril 2008, Total Gabon a rempli notamment toutes ses obligations relatives aux ratios de couverture fixés contractuellement.

La Société est incluse dans le périmètre de consolidation comptable de la société française TOTAL S.A., société mère du groupe Total.



Ce rapport financier annuel est imprimé sur papier Satimat Green : 40% de fibres vierges FSC et 60% de pâtes recyclées ce qui permet de respecter les normes environnementales en vigueur (ISO 9001, ISO 14001, ISO 9706, FSC).
Crédits Photos : M. Dufour, M. Davalan, Laurent Zylberman, Shuttle Radar Topographic Mission – NASA JPL.
Conception et réalisation : T2BH - Paris
- +33 (0)1 44 64 84 20



TOTAL GABON

Total Gabon

Société Anonyme avec Conseil d'administration
au Capital de 76 500 000 dollars US
réparti en 4 500 000 actions de 17 dollars US
Siège Social: Boulevard Hourcq – B.P. 525
Port-Gentil (République Gabonaise)
RCCM Port-Gentil 2000 B 00011

www.total-gabon.com